L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F Adresse : L'HUMANITE ROUGE B.P. 365 75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

6e ANNEE JEUDI 30 MAI 1974 N° 232

Giscard ne résoudra rien... UNE SEULE SOLUTION : la lutte contre les deux super-grands et pour la Révolution Prolétarienne

On ne saurait comprendre la situation en France aujourd'hui si on ne commençait par la replacer dans son cadre européen. Or, que constate-t-on ? Depuis quelques mois on assiste à une crise politique dans tous les pays européens. Cette crise politique se manifeste par les changements en chaîne des équipes gouvernementales, de la Grande-Bretagne à la R.F.A. en passant par le Luxembourg. A cette crise politique générale, une cause fondamentale : la crise économique et financière du monde capitaliste. La question qui est aujourd'hui posée aux bourgeoisies d'Europe est : Comment résoudre la crise ? C'est là également la question qui était posée à la bourgeoisie de notre pays avant même la mort de Pompidou.

Disons tout de suite que l'élection de Giscard n'a rien résolu. Après quinze ans de stabilité politique, la bourgeoisie est entrée maintenant dans une phase d'instabilité. Et d'ores et déjà, il n'est pas rare d'entendre que Giscard est un président « en sursis ». On voit l'U.D.R. manifester son souci de ne plus être confondue avec « l'exécutif ». Mais alors pourquoi la bourgeoisie a-t-elle choisi Giscard ? Elle avait le choix entre trois candidats et on a pu voir qu'elle a été divisée et hésitante sur le choix à opérer.

Il y avait d'abord Chaban-Delmas. La politique qu'il représente et qui s'est concrétisée par les fameux « contrats de progrès » a remporté un certain nombre de succès après Mai 68 et a réussi à désamorcer les luttes ouvrières pendant un certain temps. Mais pour pouvoir être appliquée, elle nécessite pour la bourgeoisie le « sacrifice » de certaines sommes. Si une telle politique peut être utilisée dans une période d'expansion du capitalisme, elle ne peut plus l'être dans une situation de crise.

Par ailleurs, une telle politique a démontré qu'elle ne pouvait pas empêcher pendant bien longtemps le développement des luttes ouvrières.

Il y avait ensuite Mitterrand. Cette solution assurait pendant un certain temps la «paix sociale». Mais à un prix inacceptable aujourd'hui pour la bourgeoisie. Elle signifiait inévitablement des concessions aux deux superpuissances. D'une part au social-impérialisme, mais aussi à l'impérialisme américain. Car dans le monde aujourd'hui, des concessions à l'une des deux superpuissances entraînent des concessions à l'autre superpuissance. La présence des révisionnistes au gouvernement aurait inévitablement entraîné des concessions au social-impérialisme. L'influence du parti révisionniste est aujourd'hui trop importante encore pour être acceptable pour la bourgeoisie. Mitterrand ne s'y est d'ailleurs pas trompé et l'une des premières mesures qu'il a annoncées après les élections est une campagne pour renforcer l'influence du Parti socialiste aux détriments du Parti révisionniste. La tâche lui sera d'ailleurs facilitée par l'image de marque que les révisionnistes eux-mêmes ont largement contribué à lui façonner : Celle de représentant, de porte-parole de ce qu'au sein de la bourgeoisie on appelle l'opposition. Dans cette tâche il est aidé aussi par les dirigeants actuels. C'est là la signification du projet de « statut de l'opposition » qui institutionnaliserait Mitterrand dans sa fonction de représentant de « l'opposition ». Rien d'étonnant à ce que Mitterrand fasse état de sa satisfaction devant ce projet.

Rien d'étonnant non plus à ce que le « programme commun » soit désormais abandonné et qu'à la récente réunion du Parti socialiste, certains dirigeants socialistes l'aient ouvertement critiqué.

D'ores et déjà la bourgeoisie cherche à créer les conditions qui rendraient une relève possible si les circonstances l'exigeaient. C'est pourquoi il importe de poursuivre la dénonciation des socialistes et surtout de démasquer le rôle des dirigeants révisionnistes.

Dans l'immédiat, dans quel sens la bourgeoisie va t-elle aller pour tenter de résoudre la crise ? Sur le plan intérieur, il est clair qu'elle va chercher à la faire payer par les travailleurs par le renforcement de l'exploitation.

Sur le plan international par une « relance » de l'Europe, ce qui dans la situation actuelle en Europe caractérisée par la lutte des deux superpuissances pour l'hégémonie constituerait un fait positif. D'ores et déjà, une rencontre est annoncée avec le chancelier allemand Schmidt. Alors que la crise économique et financière dans les pays ouest-européens est due pour une large part à l'impérialisme américain, il est inévitable que les pays capitalistes ouest-européens cherchent à y faire face en renforçant leur cohésion. Mais, alors que Pompidou avait cherché à la réaliser en s'appuyant sur l'alliance avec la Grande-Bretagne, Giscard s'appuie sur l'Allemagne, du fait des positions atlantistes du gouvernement travailliste actuel.

La nomination de Chirac au poste de Premier ministre renferme une double signification. D'une part, elle témoigne de la continuité avec la politique menée par Pompidou, en particulier sur le plan international : Chirac est en effet le prototype du « pompidolien ».

Mais d'autre part elle constitue une démonstration de la volonté de mettre l'U.D.R. « au pas ». Le bureau politique de l'U.D.R. n'avait-il pas déclaré qu'il considérerait la nomination de Chirac comme une « provocation » ? On se souvient en effet que Chirac fut un des plus actifs partisans de la défaite de Chaban-Delmas. Il s'agit-là de mettre un terme aux velléités de « participation », de « nouvelle société » dont les gaullistes avaient fait leur cheval de bataille.

Dans la situation actuelle, il importe plus que jamais pour les marxistes-léninistes de développer la *lutte politique*, d'expliquer que seule la révolution prolétarienne permettra d'en finir avec le capitalisme, et surtout de combattre le révisionnisme. C'est là une condition indispensable pour préparer la révolution prolétarienne.

VENDREDI 31 MAI A 18 H 30 — Métro Jaurès

L'HUMANITÉ ROUGE APPELLE A PARTICIPER NOMBREUX A LA MANIFESTATION DE SOUTIEN AU PEUPLE TUNISIEN

(Voir article p. 10)

la volonté d'unification des marxistes-léninistes est irrésistible

le cercle M.-L. de Bayonne en voie d'unification avec l'Humanité Rouge :

Avec un peu de retard, nous vous communiquons le compte rendu de nos activités :

1° *Pour un 1er mai révolutionnaire prolétarien*

Les organisations trotskystes « Révolution » et « Rouge » nous proposent une réunion afin de préparer le 1er mai. Le cercle M.-L. de Bayonne refuse de participer en précisant que l'axe principal de notre lutte est de combattre l'électoralisme et les solutions bourgeoises à la crise du système capitaliste et en particulier le Programme commun en affirmant que la révolution prolétarienne est la seule voie possible pour abattre le capitalisme.

Nous avons préparé activement le 1er mai :

— En organisant des réunions chez les camarades militants et sympathisants pour expliquer aux travailleurs proches de nous les positions de l'*Humanité Rouge ;*

— En distribuant un tract dans les entreprises (Bréguet-Dassault, Turboméca, entreprises du bâtiment, cliniques et hôpitaux) ;

— En proposant à tous les syndicats C.F.D.T. qui composent l'Union locale de Bayonne de prendre contact avec nous pour organiser un véritable 1er mai appelant les travailleurs à poursuivre et intensifier les luttes pour leurs revendications. Des organisations espagnoles antifascistes ont également signé l'appel aux syndicats.

Dans les syndicats, d'importantes batailles sont menées où les camarades du cercle M.-L. et les sympathisants de plusieurs syndicats ont condamné l'appel de Maire à voter Mitterrand. Au cours d'une assemblée générale des militants de l'Union locale, une lutte s'est engagée face aux dirigeants qui appelaient à soutenir massivement la candidature de Mitterrand et à participer avec la C.G.T., la F.E.N., le P.«C.»F., le P.S. et le P.S.U. à un meeting Mitterrand pour le 1er mai. Plusieurs camarades ont dénoncé cette manœuvre qui tend à démobiliser les travailleurs en leur demandant d'arrêter les luttes pour mettre un bulletin dans l'urne. Plusieurs faits dans la lutte des employés de banque, dans le secteur santé ou le bâtiment nous ont permis de dénoncer l'attitude capitularde de la C.G.T. et nous avons appelé à participer à la manifestation proposée par le cercle M.-L. et les organisations espagnoles antifascistes pour un véritable 1er mai.

Le syndicat santé a refusé de participer au meeting programme commun en appelant les autres syndicats à rejoindre les organisations pour un véritable 1er mai.

Au cours de la réunion préparatoire de la manif, le syndicat santé participe, le syndicat du bâtiment vient en observateur.

Nous décidons d'organiser une manifestation à 11 h 30. Le meeting des unions locales a lieu à 10 h 30.

Les mots d'ordre :

— La lutte continue ;

— Pas de trêve ;

— Travailleurs immigrés et français, une seule classe ouvrière ;

— Non aux licenciements, non au chômage ;

— Ouvriers, paysans, employés, étudiants, tous unis.

Parallèlement, les trotskistes décident de distribuer un tract et de déplier des banderoles au cours du meeting des unions locales soutenues par les partis de « gauche ». Nous leur expliquons que nous considérons que leur intervention sera une véritable provocation. Nous les informons de ce que nous préparons et du cadre de la manifestation auquel doivent se plier tous les participants. Ils décideront ensuite d'appeler à notre manifestation. Refusant le cadre décidé par les organisateurs de la manifestation, les trotskistes s'y joignent avec leurs banderoles (pouvoir aux travailleurs) et distribuent un tract annonçant un meeting de *Rouge*.

Un camarade du cercle M.-L., au départ, précise le cadre et les mots d'ordre de la manifestation en précisant que tout ce qui se passerait en dehors serait indépendant des organisateurs. Cette manifestation a regroupé une centaine de personnes (dont des militants C.G.T., C.F.D.T. du bâtiment, des banques, de la santé...) alors que le meeting des réformistes et des révisionnistes a regroupé environ quatre cents personnes.

Les réactions ne se sont pas fait attendre.

D'une part, un certain nombre de travailleurs ont montré leur soutien, leur accord avec la ligne que nous avions défendue.

D'autre part, la lutte de classe continue à l'intérieur des syndicats et des menaces plus ou moins déguisées pèsent sur des militants C.G.T. du bâtiment. Est-ce que les dirigeants C.G.T. iront jusqu'à démontrer aux travailleurs qu'ils condamnent des travailleurs combatifs ?

2° *Pour un meeting des marxistes-léninistes*

Parallèlement, les camarades du cercle M.-L. de Bayonne et de l'*Humanité Rouge* ont organisé un meeting à Bayonne.

A ce meeting, une quarantaine de personnes étaient présentent.

Se sont succédés à la tribune :

— Un camarade des banques expliquant leur lutte et dénonçant l'attitude défaitiste des dirigeants C.G.T.

— Un camarade de la santé qui a fait le bilan de plusieurs de l'année.

— Un camarade du bâtiment a développé la situation des travailleurs dans ce secteur et le rôle des M.-L. dans le bâtiment.

— Une camarade au chômage a dénoncé le chômage et la société capitaliste et a rappelé l'exemple des pays socialistes comme la Chine et l'Albanie.

— Un camarade, au nom de l'HR, a développé la ligne de l'HR sur la situation mondiale, nationale et les analyses et mots d'ordre sur l'avant-garde prolétarienne en France.

Un débat a suivi. Signalons que les trotskistes ont quitté la salle au début du débat sans poser une seule question. A la sortie, l'ensemble des travailleurs a manifesté leur accord et leur soutien à la ligne de l'*Humanité Rouge*.

La librairie Les Herbes Sauvages 70 rue de Belleville Paris - XX

M.A. Macchiocchi : De la Chine (Nouvelle édition augmentée, format poche) .. 13

Sihanouk : La C.I.A. et le Cambodge 30

Agnès Smedley : La longue marche Mémoires du maréchal Chu Teh (les 2 vol.) 60

Pistrack : Les problèmes fondamentaux de l'école du travail. (L'école soviétique aux lendemains de la Révolution d'Octobre) 24,10

Bettelheim : Les luttes de classe en U.R.S.S. 45

Hachette : La pieuvre (Témoignage d'un militant C.F.D.T.) 12

LA LIBRAIRIE EST OUVERTE DU MARDI AU DIMANCHE (inclus) de 9 h à 20 h

Communiqué de presse du Comité Central du P.C.M.L.F.

Nous avons reçu le 27 mai 1974 le communiqué suivant du Comité central du P.C.M.L.F. En raison de son importance nous le publions intégralement.

Le Comité de Rédaction

Le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France met en garde contre la manœuvre de l'ennemi de classe que représente la création d'une officine révisionniste sous le nom de « Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste ». (P.C.R.-m-l).

Dans leur lutte acharnée contre le révisionnisme moderne dès 1964, les marxistes-léninistes ont eu à combattre de telles opérations. Dès la création de la Fédération des Cercles marxistes-léninistes, les dirigeants révisionnistes du P.« C. »F. ont créé de toutes pièces le soi-disant « Centre marxiste-léniniste de France » visant à déconsidérer le marxisme-léninisme aux yeux du prolétariat de notre pays.

Aujourd'hui, alors que progressent l'unification des marxistes-léninistes et leur influence parmi les masses, une réédition de telles manœuvres n'est ni pour nous étonner, ni pour nous faire peur. La multiplication de prétendus groupes marxistes-léninistes vise à nuire à l'édification du véritable parti marxiste-léniniste de France.

Les dirigeants de l'officine-P.C.R. (m-l), ont tenté en 1970 de détruire le Parti communiste marxiste-léniniste de France en pratiquant une scission dans ses rangs. Ils ont échoué. Puis ils ont essayé de se substituer au « Parti communiste marxiste-léniniste de France » en usurpant son nom ; ils ont publié de faux numéros de « l'Humanité nouvelle », de fausses déclarations du Parti, afin de semer la confusion et de discréditer notre Parti. Ils ont échoué une nouvelle fois.

Aussi tentent-ils aujourd'hui une nouvelle opération en créant un parti « légal ». Ils utilisent ainsi la légalité de la bourgeoisie pour combattre exclusivement un parti qu'elle a interdit le 12 juin 1968 et qui poursuit son combat dans la clandestinité.

L'officine révisionniste « P.C.R. (m-l) » tente de donner aux masses un faux visage du marxisme-léninisme ; elle veut détourner de notre Parti et de son combat des militants qui se révoltent contre le révisionnisme. C'est une mystification de taille qui apparente l'officine « P.C.R. (m-l) » aux officines trotskystes.

Cette opération a un caractère international ; l'officine-« PCR (m-l) » entretient des « relations internationales » avec des officines du même acabit. Leur hargne commune contre les partis marxistes-léninistes en plein essor n'a d'égale que leur complaisance vis-à-vis du social-impérialisme et du révisionisme moderne. N'est-il pas significatif que le programme de l'officine-« P.C.R. (m-l) » évite soigneusement de prendre pour cible le social-impérialisme et ses visées hégémoniques en Europe ? N'est-il pas significatif que ces dernières semaines, ni ses déclarations, ni son journal n'attaquent la ligne révisionniste du P« C »F ?

Par contre, le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France fait partie du mouvement communiste international marxiste-léniniste et entretient des relations avec le Parti Communiste Chinois, le Parti du Travail d'Albanie et les autres partis et groupes marxistes-léninistes authentiques.

En définitive, la création de l'officine révisionniste-« P.C.R. (m-l) » au moment où se renforce notre Parti est une manœuvre de l'ennemi de classe.

Le Comité Central du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France mettra tout en œuvre pour faire échec à cette attaque révisionniste anti-parti et pour balayer l'officine-« P.C.R. (m-l).

Il appelle les militants de base et les cadres intermédiaires du prétendu « P.C.R. (m-l) » à ouvrir les yeux et à prendre conscience du rôle anti-parti et anti-communiste que les dirigeants révisionnistes du « P.C.R. (m-l) » veulent leur faire jouer. Il appelle à l'unification de tous ceux qui se réclament du marxisme, du léninisme et de la pensée-maotsétoung suivant le principe unité-critique-unité en partant du désir d'unité, afin que le prolétariat de notre pays dispose de cette arme suprême pour faire la révolution, un puissant parti communiste fondant son action sur le marxisme, le léninisme et la pensée-maotsétoung.

Echos des luttes

Simplement rejetées au second plan de l'« actualité » par le cirque électoral, de nombreuses grèves se poursuivent. A signaler aussi qu'à *Lip*, 600 travailleurs ont maintenant repris le travail (un peu mieux que le plan prévu). Grâce à leur vigilance et à leur détermination ils infligent un nouveau démenti à la campagne mensongère anti-Lip organisée par les dirigeants révisionnistes P. « C. » F.C.G.T.

—o—

S.E.M.M. (Trignac)

— Ceux de la *Semm* à *Trignac* n'ont repris le travail à l'issue de deux mois de grève avec occupation des locaux qu'après avoir obtenu gain de cause sur le maintien de l'emploi pour tous.

—o—

Hôpital de Cayssiols (Aveyron)

Les revendications posées en mai-juin 1973, et celles exprimées récemment par les travailleurs n'ont pas trouvé de solution : problème des transports, manque d'effectifs, salaire minimum à 1 500 F, réduction du travail à 36 heures, par semaine pour le travail de nuit, etc.

Aujourd'hui, la répression patronale et l'autorité sarcastique des médecins, les réunions inutiles de délégué du personnel, du C.E., ont fait naître chez les travailleurs un esprit de mécontentement et de révolte. Et le 25 avril, réunis en assemblée générale 650 d'entre eux décident d'engager l'action par une grève illimitée avec occupation des locaux. Tout en assurant la sécurité des malades et en dispensant les soins, ils agissent « sur le tas ».

Tous les matins, les travailleurs se réunissent en A.G. pour faire le point sur l'action et sur le travail des commissions mises en place. Un comité de grève, responsable devant les autres travailleurs de la conduite de la grève, a été élu. Par ailleurs un comité de soutien a été constitué.

Ils sont déterminés à aller jusqu'au bout. Leur victoire sera une victoire de tous les travailleurs.

—o—

Usine métallurgique de Lyon

Dans une importante usine métallurgique de Lyon, le service entretien a commencé un mouvement de revendications pour une augmentation uniforme de 100 F pour tous aussi bien O.S. que P1, P2 et P3. Une grande majorité des travailleurs s'était déterminés pour cette augmentation, et les délégués CGT, largement majoritaires, reprirent le mot d'ordre pour le porter devant le patron.

Un mouvement de grève, à raison de une heure par jour fut décidé pour réclamer des négociations immédiates. Les dirigeants CGT, hésitants et peu déterminés brisaient le moral des gars.

Lorsque le patron accepta de recevoir une délégation, ceux-ci, trahissant les mots d'ordre des travailleurs parlèrent d'augmentation sans insister sur la somme fixe. Aussi, reprenant leur dialogue avec le patron par dessus la tête des travailleurs, ils en arrivèrent par les chemins détournés de la conversation, et en comparant la situation de l'entreprise avec les entreprises environnantes, à réclamer tout d'abord 6 % (augmentation obtenue par une autre entreprise) puis reculant encore la différence entre les 6 % et l'augmentation générale prévue pour l'ensemble de l'usine : 3,5 % environ.

A la sortie, les travailleurs se battaient pour 2,5 ou 2 % !

Le résultat fut immédiat. La démobilisation s'installa dans les rangs des travailleurs qui avaient pourtant réussi à unir 90 % de l'effectif du service.

Le mouvement s'arrêta de lui-même. C'est ainsi que la ligne révisionniste des délégués CGT amène les travailleurs tout droit à l'échec et au défaitisme.

Extrait de « Lyon rouge »

Interlangues (Paris)

Le 6 mai, 70 % des professeurs et une partie du personnel administratif sont en grève.

Interlangues est une société spécialisée dans l'enseignement des langues dans le cadre de la Formation Permanente.

Le licenciement du délégué syndical a déclenché la grève sans préavis.

Les travailleurs sont étrangers et ils sont donc encore plus exploités par le patron parce qu'ils ne connaissent pas bien le français et la législation du travail en France. Ils ont pour revendications :

— sécurité de l'emploi,
— un contrat écrit et négocié,
— des conditions de travail décentes,
— le respect des acquis de la loi (difficilement conquis).

Correspondant H.R.

Rejetons les mystificateurs bourgeois, poursuivons la lutte classe contre classe !

Après la mort de Pompidou, pendant près d'un mois et demi, « nos » bourgeois de la « majorité » et de « l'opposition » n'ont nullement ménagé leur démagogie sociale. Tous les candidats bourgeois à la présidence de la République bourgeoise se sont livrés sur ce terrain à une surenchère afin de créer le maximum d'illusion, afin de duper la classe ouvrière, les masses populaires.

C'est donc principalement sur le terrain des illusions électoralistes — la voie des urnes — que la bourgeoisie a *« décidé une fois en plusieurs années quel membre de la classe dominante opprimera, écrasera le peuple... »* (Lénine, « l'Etat et la Révolution »).

Dans le cas présent, c'est donc théoriquement pour sept ans que le membre de la classe dominante assurera ce rôle, mais la lutte des classes peut bouleverser bien des choses.

Mais au cours de cette mystification électorale, tout a été mis en œuvre pour montrer le caractère « démocratique » de la bourgeoisie, les partis réactionnaires, révisionniste, social-démocrate, trotskiste, fasciste ont joué le jeu majorité-opposition.

Cela pouvait-il suffir ? non !

Alors les commis ouvriers de la classe des capitalistes, les plus aptes encore à tromper la classe ouvrière, les masses populaires, ont aussi activement participé à cette mystification. Les « leaders » des syndicats révisionniste, social-démocrate se sont employés à donner des garanties à la bourgeoisie.

Le social-traître Georges Séguy, à l'issue d'une rencontre avec Mitterrand-la-Francisque, le 26 avril, devait déclarer :

« Avec François Mitterrand à l'Elysée et un gouvernement de gauche auquel il aura confié la mission d'appliquer le programme commun, la fonction des syndicats pourra enfin s'exercer de façon constructive, la participation deviendra l'un des aspects essentiels de leur action — au service des travailleurs. »

« Ceux-ci ont intérêt à la réussite de l'expérience d'un gouvernement de gauche. Il est donc absurde de nous prêter l'intention de submerger la gauche au pouvoir d'un flot de revendications et d'exigences irréalistes qui risqueraient de compromettre cette expérience. »

En clair cela veut dire, faites-nous confiance, nous avons de l'expérience, nous appellerons les travailleurs à retrousser leurs manches en mettant aux oubliettes leurs revendications politiques, économiques et sociales, le développement de vos profits n'en souffrira pas, bien au contraire.

D'ailleurs, dans les colonnes du « Figaro » du 23 avril, dans un article intitulé « Le sens des responsabilités » par Georges Séguy, ce dernier montre son véritable visage de social-fasciste : « Si elle (la gauche) arrive au pouvoir, dit-on, elle sera rapidement submergée par une avalanche de revendications syndicales ». « C'est absurde », dit-il, « c'est oublier la conception responsable que nous avons de l'action syndicale ».

Ne faut-il pas rappeler à ce sujet qu'un commando révisionniste aurait été mis en place pour enfoncer le piquet de grève à l'usine Gerlach de Bouzonville avant l'intervention des forces de l'ordre bourgeois le 1er avril de cette année.

Et Séguy poursuit : « François Mitterrand a... un plan de six mois répondant, pour l'essentiel, aux revendications les plus urgentes... Puis un plan de cinq ans durant lesquels seront progressivement appliquées les réformes... Une ère de concertation réelle s'ouvrira entre représentants des travailleurs et ceux des pouvoirs publics. L'idée de participation — galvaudée par les dignitaires de l'U.D.R. — prendra toute sa signification dans la vie réelle : *elle deviendra l'un des aspects de l'action syndicale* (souligné par nous - HR).

N'est-il pas vrai que chez Rateau, le révisionnisme moderne a su montré de quoi il était capable en faisant passer les intérêts de la classe des exploiteurs avant les intérêts de la classe ouvrière. La réorganisation prévoit que les ateliers pompes classiques, fonderie de précision, chaudronnerie sont abandonnés ; que la superficie de l'usine sera amenée de 150 000 mètres carrés à 107 000 mètres carrés ; que les investissements, soit 20 millions de francs, sont versés à l'usine de la Courneuve et que 33 millions seront investis d'ici 1976 pour développer le secteur nucléaire. Quant aux effectifs, ils seront ramenés de 1 730 à 1 658 par la pré-retraite et le reclassement après un stage de formation et notons dans l'immédiat la démission de quelque 100 travailleurs. Sur le plan social, les jours de grève ne seront pas payés, seulement une avance remboursable de 1 000 francs minimum sera accordée et une augmentation de salaire de 5 % au 1er mai avec un minimum de 80 francs mensuel.

Succintement, voilà donc quelques éléments d'une grève de trois mois que nous pouvons juger à sa juste valeur.

Mais me diriez-vous, tout cela c'est du passé ?

Bien sûr, le rideau vient de tomber sur la farce électorale et les illusions sont amères.

Alors Séguy reprend, — il ne l'a jamais quitté —, son bâton de pélerin de collaboration de classes pour regonfler les porte-parole du révisionnisme moderne avachis d'avoir frôler les 50 % des suffrages exprimés sur le thème qui lui est cher : *la négociation*. Il est vrai qu'il se souvient de Grenelle avec Pompidou, alors s'il pouvait avoir un petit Grenelle à froid avec Giscard d'Estaing ça redorerait un peu son blason. Alors, dans l' « Humanité » blanche du 22 mai, sous le titre « L'heure des actes », il revendique 1 200 francs mensuels pour quarante heures par semaine et rappelle que « le coût de la vie a augmenté de 8,2 % ». Ce qui l'amène à déclarer : « Dans l'hypothèse où nous parviendrons à une solution satisfaisante pour le S.M.I.C., la vaste question des bas salaires ne serait pas pour autant résolue ».

Tiens, avec Mitterrand cela aurait été satisfaisant et pas avec Giscard d'Estaing ?

Comment se fait-il, les marxistes-léninistes auraient-ils eut raison de revendiquer 1 500 francs nets par mois pour quarante heures par semaine depuis mars 1974 ? A en croire Séguy, « il ne devrait pas y avoir présentement de ressources salariales mensuelles inférieures à 1 500 francs ».

Séguy trompe la classe ouvrière, les masses populaires, avec Mitterrand c'est 1 200 francs par mois, avec Giscard d'Estaing c'est 1 500 francs par mois.

Travailleurs, rejetons ceux qui nous trompent, poursuivons et intensifions la lutte classe contre classe, avec les communistes marxistes-léninistes qui tiennent compte des réalités concrètes des besoins de la classe ouvrière, des masses populaires dans les luttes politiques, économiques et sociales.

Luc DACIER.

GREVE AUX ACIERIES DE FURAN A SAINT-ETIENNE

Face à l'arbitraire et aux machinations du patron, la classe ouvrière, français et immigrés, s'est levée comme un seul homme pour faire respecter ses droits et lutter contre l'exploitation capitaliste.

Les aciéries de Furan

Cette vieille boîte, bien connue à Saint-Etienne, emploie environ 400 personnes, dont plus de 80 % d'immigrés. Elle est bien connue pour ses conditions de travail infernales, pour son règlement intérieur policier et ses bas salaires.

Les conditions de travail sont infernales : ceux qui sont à la coulée travaillent devant le métal chauffé à 1 750 °C avec comme équipement... une paire de gant. Ce n'est pas rare que leur chemise s'enflamme, si près d'une telle température. Les plafonds sont trop bas, la chaleur est quasi intenable, et pourtant, il faut bien tenir. Pour les yeux, on donne des lunettes à dix sous, qu'on trouve dans les bazars. Les bonnes lunettes (celles que portent les soudeurs, par exemple) ce sont les chefs qui les ont... et on ne les voit pas souvent à la coulée !

Le régime policier règne à l'intérieur. Celui qui fait 10 mètres de trop dans les ateliers est rappelé à l'ordre, celui qui va pisser est déjà sous le coup « d'abandon de poste ». Les ouvriers immigrés subissent chaque jour les bousculades et les insultes des petits chefs.

Quant aux salaires n'en parlons pas : plus il y a d'augmentations officielles, plus ils baissent en fait. La tactique est simple : le salaire de base augmente, mais les primes disparaissent. Le tout est masqué par des fiches de paie pratiquement incompréhensibles.

La grève

Voilà un moment que ça chauffait au « Furan ». Il y a quelques temps, la direction avait fait sauter une demi-heure aux gars d'un atelier parce qu'ils s'étaient avancés un peu plus tôt vers la sortie, *leur production étant faite normalement.* Il s'ensuivit une discussion ferme entre quelques ouvriers et la direction.

Un jour suivant, un petit-chef, Martin, bousculait comme à son habitude un travailleur immigré à la porte de sortie : il y a eu un rassemblement et il s'est entendu dire ouvertement que les immigrés n'étaient pas des chiens.

Enfin, les travailleurs immigrés se sont rassemblés pour discuter du salaire. Un jeune ouvrier français est mis illégalement à pied pour 3 jours sous le motif archi-faux d'avoir lui-même rassemblé les immigrés. Quoi qu'en pense le patron, ce sont bien les travailleurs immigrés eux-mêmes qui se sont réuni.

L'ouvrier français a refusé catégoriquement cette mesure arbitraire et illégale du patron (mise à pied sans lettre recommandée). Le lendemain il se présente normalement à son boulot. Tous les travaileurs assurent eux-mêmes au représentant de la direction qu'ils se sont rassemblés sur leur propre initiative, la veille, pour discuter des salaires. Ça ne change rien, *des flics pénètrent dans l'usine et emmènent le camarade français.*

Réaction immédiate et unanime de l'atelier, on arrête le travail. Bientôt la majorité de l'aciérie arrête aussi le travail.

Le poste du soir se présente le lendemain à 10 heures devant les gars du poste du matin : ces derniers décident de ne pas rentrer, c'est la grève.

A ce moment-là, sur le vif, une série de revendications est exprimée par les travailleurs :

Réintégration du travailleur français ; plus de chef, faisant barrage, qui bouscule et insulte les ouvriers; on veut voir les jours fériés marqués en lettres sur la fiche de paie ; et avoir des fiches de paie claires (nombre de pièces, prix et total) ; la coulée est-elle payée au tonnage, aux pièces ou à quoi ; 1,50 F pour tous ; une demi-heure de casse-croûte payé ; une demi-heure par mois pour se réunir ; deux paires de bleu et deux paires de chaussures par an ; des délégués vraiment ouvriers, etc.

Les syndicats

La CGT et CFDT sont présentes au Furan. Leur comportement particulièrement odieux à été clair pour tous les ouvriers. Les délégués étaient contre la grève et préféraient s'appuyer sur les bonzes de la Bourse que sur les travailleurs eux-mêmes. D'ailleurs, n'a-t-on pas vu descendre de cette Bourse, tous les grands pontes, avec, dans la « délégation » un délégué CGT d'une boîte voisine ? Tous ces grands messieurs sont allés directement parlementer avec le patron, sans se renseigner d'abord auprès des travailleurs, qui étaient alors présents ! N'a-t-on pas entendu un délégué CFDT déclarer que « les masses arabes sont faciles à manipuler » ?

Mais les travailleurs ne se sont pas laisser jouer. Ils sont restés fermes, ils ont refoulé les délégués de la Bourse étrangers à l'usine, ils ont critiqué ouvertement et en chœur toute cette équipe de traîtres et ils sont résolus à envoyer vers le patron des travailleurs qu'ils auront choisis et qui auront leur confiance.

Les flics hors des usines !

Travailleurs français - immigrés, même combat !

Correspondant H.R.
(avec l'aide et sous le contrôle de travailleurs du Furan)

Refusons les primes qui nous divisent et nous lient au patron

Extrait de « Lyon rouge » n° 2

De plus en plus, les patrons utilisent le système de primes pour répondre aux demandes d'augmentations de salaire des ouvriers. Primes de toute sorte : danger, salissure, transport, chaleur, intempéries, ancienneté, etc.

Ce système permet de garder des taux horaires les plus bas possible et d'attacher le travailleur à son poste de travail, sans avoir à améliorer les conditions dans lesquelles il faut travailler.

Mais, de plus en plus, les travailleurs se rendent compte du mal que font les primes.

En effet, si quelqu'un, pour une raison ou une autre (santé par exemple) se trouve reclassé dans l'usine, il perd sa prime puisqu'elle est liée au poste de travail, et le voilà avec un salaire bien inférieur, sans possibilité de réclamer plus.

La prime d'ancienneté même est un facteur de division et d'attachement à l'entreprise. Il est dur, au bout de 10 ans, de quitter son travail car pour trouver un salaire équivalent il faut supposer une augmentation importante, puisque l'ancienneté est supprimée.

Ainsi, pour sauver sa place, on n'ose pas être trop revendicatif : surtout en ce moment où trouver du travail n'est pas facile.

Les syndicats ne font pas grand chose, pourtant, contre les primes. Au contraire, ils les favorisent par leur attitude de compromis :

« Mieux vaut ça que rien. »

Pourtant déjà des voix de travailleurs s'élèvent pour protester et réclamer un salaire unique et décent, qui leur rende la liberté de mouvement que les primes essaient de supprimer.

Cette prise de conscience va dans le même sens que les revendications d'augmentation uniforme, et de lutte contre la hiérarchie. C'est un pas de plus dans une lutte pour des revendications plus radicales et qui se détachent de l'influence du révisionnisme.

Soutien à la grève des travailleurs turcs contre l'esclavage et le trafic de main-d'œuvre !

Depuis le 30 avril, neuf travailleurs turcs sont en grève. Amenés de Turquie par deux trafiquants turcs, Ahmet Mithat Aslan et Nurettin Guven, ils ont payé plus de 3 000 F contre la promesse d'un travail bien rétribué en France.

Introduits clandestinement en France, ils ont été livrés comme du véritable bétail à J.-P. Bernard, grand patron de la région d'Aix (carrières, fermes, usines).

Durant un mois ils ont travaillé comme des esclaves :

— 12 heures par jour, 6 jours par semaine ;

— 1/2 heure de pause pour le repas ;

— La garde du chantier jour et nuit avec un fusil donné par le patron, et avec l'ordre de tirer sur n'importe qui.

Le 30 avril, les travailleurs se sont mis en grève. Le matin, ils déposaient une plainte au palais de justice d'Aix :

— Pour que les trafiquants et tous leurs complices soient sanctionnés ;

— Pour obtenir tous leurs droits.

Devant la détermination des travailleurs turcs et l'écho que rencontrait dans la presse leur lutte, Bernard a accepté de rencontrer les travailleurs pour négocier.

Bernard voulait bien régulariser les travailleurs, mais à condition qu'ils retirent leur plainte !

A CE CHANTAGE LES TRAVAILLEURS TURCS DISENT NON !

Ils déclarent : nous refusons de céder à un chantage. Nos revendications sont justes. IL FAUT QUE L'ESCLAVAGE CESSE !

Il faut que les trafiquants, qui étendent leurs activités à plusieurs pays d'Europe sous le couvert d'une soi-disant société internationale d'autocars et cela depuis plusieurs années, soient punis.

En effet, ces travailleurs ne sont pas venus d'eux-mêmes, un trafic de main-d'œuvre immigrée est organisé PAR et AVEC la complicité de certains patrons français.

La preuve, le trafic de plusieurs centaines de Mauriciens à Troyes, de Pakistanais à Paris, de Turcs à Laval.

Il en résulte que plusieurs milliers de travailleurs sont introduits en France et obligés de travailler « au noir ».

C'est contre ce trafic que les travailleurs turcs sont en train de lutter et refusent tout marchandage avec les patrons.

Jeudi matin 9 mai, Bernard rencontre les travailleurs turcs pour connaître leur décision.

Voyant la détermination des travailleurs à ne pas céder au chantage, il leur dit : « Vous n'avez qu'à rentrer chez vous en Turquie ». Un de ses collaborateurs ajoute : « La séance est levée ».

Les grévistes sont décidés plus que jamais à ne pas retirer leur plainte et à poursuivre leur lutte.

Comme leurs frères mauriciens et pakistanais qui ont obtenu hier mercredi 6 mai la carte de séjour et la carte de travail après une longue lutte, les travailleurs turcs triompheront contre le trafic et l'esclavage.

A BAS LE TRAFIC DE MAIN-D'ŒUVRE ORGANISE PAR LES PATRONS !

SATISFACTION IMMEDIATE DES REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS !

TOUS UNIS CONTRE LES PATRONS ESCLAVAGISTES ET LEURS COLLABORATEURS !

Les neuf travailleurs turcs
Le Comité de soutien.

S.A.D.E.

22 immigrés en grève au barrage de la Chèze

Depuis trois mois, 22 travailleurs algériens, tous hautement spécialisés, travaillent (en 3 × 8) au percement d'un tunnel d'amenée d'eau pour le barrage de la Chèze, près de Rennes.

Le chantier a du retard, en raison du matériel inadapté (par exemple : un pousseur de chariots trop lourd pour les rails qui oblige les ouvriers à sortir les wagonnets à la main de la galerie) ou qui n'arrive pas (arceaux pour consolider la voute, etc.). La société qui exécute le chantier, la SADE, n'est absolument pas spécialisée dans ce genre d'ouvrages. C'est le premier tunnel qu'elle construit. Prétendant rejeter la faute du retard sur les travailleurs, elle a fait venir un nouveau chef de chantier, garde-chiourme raciste décidé à faire accélérer les cadences. Aller plus vite, c'est risquer à tout moment de dramatiques accidents. Les ouvriers ont justement refusé de mettre leur vie en jeu. Le petit chef a alors décidé de licencier un travailleur et a menacé plusieurs autres de les déplacer. Solidement unis, certains d'entre eux ayant déjà mené de longues luttes, **ils se sont mis en grève** le 30 avril. Tous sont syndiqués C.F.D.T. Depuis le début de la grève, tout a été bon pour tenter de briser leur lutte : menaces, chantages et recrutement par le chef de chantier de six autres ouvriers algériens, qui ont été installés dans une luxueuse villa des environs, alors que depuis trois mois les 22 ouvriers sont logés à 3 ou 4 dans des bungalows, sur le chantier, éloignés de tout. Bungalows avec une seule douche, un seul robinet et un seul réchaud pour 22, et qu'ils sont obligés de payer 150 F par mois **chacun** !

Mais les six travailleurs envoyés briser la grève ont refusé de jouer les jaunes. Le patron a alors tenté une nouvelle manœuvre : il a envoyé des lettres de licenciement à tout le monde, bien que l'inspection du travail lui ait refusé les licenciements. Les ouvriers ont refusé les lettres recommandées.

Les 22 ouvriers algériens de la SADE ne reprendront le travail que **tous ensemble.** Ils demandent aussi l'élection d'un délégué du personnel et entendent lutter pour de meilleures conditions de travail et de logement.

Pas de licenciements !

Pas de déplacements !

Travailleurs français et immigrés, une seule classe ouvrière !

Soutenons leur lutte !

Correspondant H.R.,
Rennes.

Dans un micro-bidonville d'Asnières :

LA LUTTE RÉSOLUE PAIE !

Cinq familles algériennes vivaient depuis sept ans dans un micro-bidonville, au milieu des rats, de la boue, du froid, dans les maladies incessantes. Depuis sept ans, elles accumulaient les demandes et les démarches en vue d'obtenir des logements décents : elles ne rencontraient que mépris ou indifférence.

Le soutien démarre

Depuis un an un comité de soutien s'est créé, (Humanité Rouge, ASTI, CDVDTI, CGT locale, inorganisés) qui lui aussi, au début, entreprit démarche sur délégation auprès des « autorités compétentes » : municipalité réactionnaire, préfecture, services d'hygiène, offices d'HLM, etc. Pas d'autre résultat que le silence ou de vagues promesses jamais tenues. Le comité de soutien fut donc amené à repenser totalement son action. Une très large popularisation fut décidée, ainsi que des actions plus dures, mobilisant les masses.

L'« activité » de la C.G.T. dans le Comité de soutien

C'est à ce moment là que ces beaux messieurs de l'union locale de la CGT se démasquèrent. D'accord pour les délégations, ils refusèrent de prendre part à toute action de popularisation ou autre, et proposèrent à la place d'envoyer une lettre — une lettre, parmi tant d'autres — à la municipalité d'Asnières, alors que tout le monde avait déjà compris depuis longtemps l'inutilité de telle méthodes. Ils montrèrent en public ce qu'ils sont réellement, des diviseurs effrayés par l'action des masses, et le plus sur soutien de la bourgeoisie. Ils démontrèrent que les intérêts des réactionnaires locaux les préoccupaient cent fois plus que ceux des ouvriers immigrés.

Mais ils ne réussirent qu'à s'isoler, sans pouvoir entamer la volonté des familles de se battre pour leur droit au logement, ni la solidarité active des membres du comité de soutien.

L'action de masse mène à la victoire

Une campagne très active de popularisation fut donc lancée par des tracts, des panneaux, des photos, des banderoles sur les marchés, des pétitions. Cette campagne connut un très grand succès, surtout dans le quartier, où des habitants vinrent visiter le bidonville — qu'ils ne connaissaient pas — et discuter avec les familles.

Au même moment, le conseil municipal d'Asnières fut occupé par les familles et une soixantaine de personnes mobilisées en secret par le comité de soutien. Une intervention y fut lue, et la séance fut interrompue environ une heure. On put entendre les réflexions suivantes de la part des conseillers municipaux : « J'ai attendu trois mois pour avoir un logement, vous ne croyez tout de même pas qu'on va leur trouver ça en 15 jours ? » ou bien : « Puisque vous voulez qu'ils soient relogés, trouvez-leur vous-même un logement... »

De toute évidence, ces beaux messieurs étaient furieux d'être dérangés par des pas-français et des mauvais français.

Pour comble de malchance, plusieurs journaux nationaux et les journaux locaux relatèrent l'« incident » et ses causes, et ils ne purent étouffer l'affaire.

Les résultats ne se firent donc pas attendre : au bout d'une semaine, deux familles étaient déjà relogées, les autres familles le furent un peu plus tard.

Le bilan :

Au travers de cette lutte, il est facile de se rendre compte que ce n'est pas en allant s'aplatir devant la bourgeoisie que l'on peut obtenir satisfaction, mais en luttant de façon résolue et en mobilisant les masses.

La malfaisance de la bourgeoisie est apparue clairement, car c'est elle la responsable de cette situation, et elle n'a fait que montrer clairement son mépris et son indifférence pour la misère des familles du bidonville.

Non moins clairement est apparue la trahison des révisionnistes et de la CGT par leur activité de démobilisation et de division ; ainsi que l'intérêt qu'ils portent à la bourgeoisie en se montrant ses meilleurs défenseurs en toutes occasions.

Correspondant H.R.

Souscription permanente

Yoko Soutien à H.R.	25
Pour que vive H.R., une camarade de l'éducation surveillée	20
F.G. soutien à H.R.	40
Pour soutenir H.R. dans sa juste campagne anti-électoraliste et antirévisionniste	1 000
G.B. et M.D. pour combattre les illusionniste de l'électoralisme	50
C.D.H.R. J.-Staline C.	13
Soutien permanent R.R.	200
Souscription à la manif du 1er mai	15
C.D.H.R. Guy-Moquet	18
C.D.H.R. Baillet	10
C.D.H.R. Hapiot	50
C.D.H.R. Dallidet	6,50
C.D.H.R. Carret	8
Pour renforcer notre lutte contre l'électoralisme et le révisionnisme moderne A.R.	20
F.D.C. combattons l'électoralisme, opium du peuple	26,10
1 travailleur du Nord	50
C.D.H.R. M.-Marty M.	64
Sympathisants	30,50
C.D.H.R. Province N.	100
Total de la semaine	1 828,45
Total général utilisé pour le règlement des dettes de l'H.R.	465 615,50

G.I.T. (VÉLISY) : LES LUTTES CONTINUENT

Les opératrices

Jusqu'à présent, après 4 jours de grève en 2 semaines, la direction n'a toujours pas cédé sur les augmentations de salaire : 120 F pour toutes. Elle a soi-disant mené une enquête dans d'autres usines pour comparer les salaires et en a déduit que les opératrices de la CIT-Vélizy ne gagnaient pas moins qu'ailleurs. Mais lors de la dernière discussion avec la direction, les opératrices avaient apporté 2 feuilles de paye venant d'entreprises différentes, dont les salaires étaient de plus de 2.000 F (à la CIT, elles ont toutes 1 880 F). La direction, surprise, n'a rien trouvé d'autre à dire qu'elle « étudierait à nouveau la question ». La lutte continue.

Le contrôle

Secteur extrêmement *diversifié*, qui regroupe aussi bien des manœuvres, des O.S., des P1, que des employés de bureau et des agents techniques.

Secteur où le travail est ingrat pour les techniciens, en comparaison avec d'autres secteurs. Travail répétitif et lié aux impératifs de la « sortie du matériel » pour la vente.

Secteur clé, dans la mesure où rien ne sort de l'usine sans être passé au contrôle.

● *Un cahier de revendications* circule et les travailleurs *imposent* à la direction qu'une délégation de 14 personnes (2 représentants par section) le présente au directeur du service. Là déjà, il y a eu bagarre : la direction ne voulait recevoir que 4 ou 6 travailleurs. Déjà il a fallu être unis et déterminés.

● *Le « dialogue » s'établit* : la direction discute les diverses revendications, acceptant d'emblée de faire un effort sur les questions de réorganisation de travail.

Mais, sur la revendication de salaire, son *refus* est net. Les travailleurs demandent :

— une revalorisation générale des salaires de tout le service, en augmentation uniforme.

La direction oppose un *refus catégorique* : il n'est pas question d'augmenter un seul service de l'usine. Là encore, elle veut faire une « étude », une « enquête » !

● *La lutte s'organise* : après de nombreuses discussions, les travailleurs réunis en assemblée générale, décident avec les deux délégués (combatifs) du secteur, qu'il faut s'organiser pour *imposer* à la direction *notre revendication principale, car c'est elle qui unit TOUS les travailleurs du contrôle*, malgré la diversité des travaux effectués.

● *La forme de lutte* : deux buts principaux sont visés. D'abord *l'efficacité*, de façon à désorganiser et retarder au maximum la production, sans pour autant se lancer dans une grève illimitée qui ne serait pas suivie par la majorité. Ensuite, *faire pression sur la direction* : il n'est jamais très plaisant pour un patron de voir 35 travailleurs quitter leur poste de travail, se rassembler au beau milieu d'un atelier de production qui regroupe 350 ouvriers et ouvrières. Tout le monde est obligé de voir et tout le monde en parle.

— La grève surprise : jusqu'à aujourd'hui, les travailleurs ont fait la grève la matinée du vendredi 17 mai et une heure par jour les lundi 20, mardi 21 et mercredi 22.

— Réunion immédiate sur le temps et lieu de travail dès que les deux délégués ont une information nouvelle. Ce n'est pas un débrayage, mais cela remet fondamentalement en cause la politique des patrons, à savoir, « ne jamais quitter son poste de travail sans autorisation ».

● *La prise de conscience de l'élargissement nécessaire de la lutte.* Tous les travailleurs se rendent compte que pour faire céder la direction, non seulement il faut rallier d'autres travailleurs du contrôle, mais il faut aussi que d'autres secteurs de l'usine entrent en lutte sur leurs revendications.

Dans ce but, des réunions entre secteurs sont organisées la semaine prochaine, avec les travailleurs du contrôle.

La lutte continue...

Des travailleurs marxistes-léninistes de l'usine.

Une souscription spéciale pour le CILA

APRES INVENTAIRE, MATERIEL DETRUIT

IBM à boule détruite	10 000
Electrophone détruit	500
Magnétophone volé	300
Caisse volée	100
Ronéo électrique détruite	1 000
Réparation offset	600
Papiers, brochures détruits	500
Total	13 000

3 MOIS : 12 NUMEROS, 6 MOIS : 26 NUMEROS 1 AN : 52 NUMEROS

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
	3 mois	20 F	35 F	50 F
	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Réglement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

Marchais demasqué par Lénine

En décembre 1919, Lénine fit paraître un important article intitulé « *Les élections à l'Assemblée constituante et la dictature du prolétariat* ». Le prétexte lui en fut donné par la publication d'un bilan sur les élections de novembre 1917, les élections qui eurent lieu *après* le renversement de l'Etat tsariste. Commentant ces élections, Lénine dégage dans le dernier paragraphe de son article dix grands enseignements sur le parlementarisme bourgeois. Ces enseignements sont valables pour N'IMPORTE QUEL PAYS CAPITALISTE, aujourd'hui encore ils constituent une gifle magistrale pour tous les révisionnistes qui ont pris la relève des Kautsky d'hier.

En comparant les élections à l'Assemblée constituante de novembre 1917 et le développement de la Révolution prolétarienne en Russie, depuis octobre 1917 jusqu'à décembre 1919, on peut tirer des conclusions sur le parlementarisme bourgeois et la révolution prolétarienne dans n'importe quel pays capitaliste. Nous essayerons d'exposer brièvement ou au moins d'ébaucher les conclusions principales.

1. Le suffrage universel atteste le degré de maturité des diverses classes dans la compréhension de leurs tâches respectives. Il montre comment les diverses classes sont *disposées* à s'acquitter de leurs tâches. La *solution* même de ces tâches est donnée non par le vote, mais par toutes les formes de la lutte de classes, jusques et y compris la guerre civile.

2. Les socialistes et les social-démocrates de la IIe Internationale s'en tiennent au point de vue de la démocratie petite-bourgeoise vulgaire, dont ils partagent le préjugé selon lequel le vote serait capable de résoudre les problèmes fondamentaux de la lutte des classes.

3. Le parti du prolétariat révolutionnaire doit participer au parlementarisme bourgeois pour instruire les masses, grâce aux élections et à la lutte parlementaire des partis. Mais limiter la lutte des classes à la lutte parlementaire ou bien considérer cette dernière comme la forme de lutte supérieure, décisive, à laquelle doivent être subordonnées toutes les autres, c'est passer en fait aux côtés de la bourgeoisie contre le prolétariat.

Les œuvres de Lénine sont en vente

à la librairie

« Les Herbes sauvages »

70 rue de Belleville - Paris 20e

Le tome : 14 F

Les commandes peuvent

être passées par correspondance

4. C'est ainsi que tous les représentants et partisans de la IIe Internationale et tous les chefs de la social-démocratie allemande dite « indépendante » passent en fait aux côtés de la bourgeoisie quand, tout en reconnaissant en paroles la dictature du prolétariat, ils lui inculquent pratiquement, dans leur propagande, l'idée qu'il doit d'abord obtenir l'expression officielle de la volonté de la majorité de la population en régime capitaliste (c'est-à-dire la majorité des voix au parlement bourgeois) afin que le pouvoir politique passe ensuite au prolétariat.

Toutes les clameurs que lancent à ce propos les social-démocrates allemands « indépendants » et autres chefs analogues du socialisme pourri contre la « dictature de la minorité », etc., signifient simplement que ces chefs ne se rendent pas compte de la domination que la dictature de la bourgeoisie exerce en fait, même dans les républiques les plus démocratiques, ni des conditions dans lesquelles cette dictature est anéantie par la lutte de classe du prolétariat.

5. Cette incompréhension est, surtout, d'oublier que les partis bourgeois dominent, dans une notable mesure, grâce au fait qu'ils trompent les masses de la population, grâce au joug du capital, ce à quoi s'ajoutent les illusions sur l'essence du capitalisme, illusions propres surtout aux partis petits-bourgeois, qui veulent habituellement remplacer la lutte des classes par des formes plus ou moins camouflées de conciliation des classes.

« Que d'abord la majorité de la population, avec le maintien de la propriété privée, c'est-à-dire du pouvoir et du joug du capital, se prononce pour le parti du prolétariat, seulement alors ce dernier peut et doit prendre le pouvoir », disent les démocrates petits-bourgeois, serviteurs effectifs de la bourgeoisie, qui se prétendent « socialistes ».

Mais nous, nous disons : « Que d'abord le prolétariat révolutionnaire renverse la bourgeoisie, brise le joug du capital, démolisse l'appareil d'Etat bourgeois, alors le prolétariat, qui aura remporté la victoire, pourra rapidement gagner la sympathie et le soutien de la majorité des masses laborieuses non prolétariennes, en leur donnant satisfaction aux dépens des exploiteurs. » Le contraire serait une exception rare dans l'histoire (et, dans ce cas exceptionnel, la bourgeoisie peut recourir à la guerre civile, comme elle l'a fait en Finlande).

6. Ou bien, en d'autres termes :

« D'abord, nous nous engagerons à reconnaître le principe de l'égalité ou de la démocratie conséquente, avec le maintien de la propriété privée et du joug du capital (c'est-à-dire une égalité de pure forme avec l'inégalité de fait), et nous nous attacherons à obtenir la décision de la majorité sur cette base », ainsi parlent la bourgeoisie et ses thuriféraires, les démocrates petits-bourgeois qui s'intitulent socialistes et social-démocrates.

Mais nous, nous disons : « D'abord la lutte de classe du prolétariat anéantit dans sa conquête du pouvoir d'Etat les principes et les fondements de l'inégalité de fait ; ensuite le prolétariat, après avoir vaincu les exploiteurs, entraîne derrière lui toutes les masses laborieuses vers la *suppression des classes*, c'est-à-dire la seule *égalité* socialiste qui ne soit pas une duperie. »

7. Dans tous les pays capitalistes, il existe, à côté du prolétariat ou à côté de la partie du prolétariat qui a pris conscience de ses tâches révolutionnaires et est capable de lutter pour leur réalisation, de nombreuses couches de travailleurs inconscientes de leur condition prolétarienne, semi-prolétarienne, semi-petite-bourgeoise qui suivent la bourgeoisie et la démocratie bourgeoise (y compris les « socialistes » de la IIe Internationale) ; trompées par cette dernière, elles ne croient pas à leurs propres forces ou aux forces du prolétariat, elles n'ont pas conscience de pouvoir satisfaire leurs besoins les plus essentiels en expropriant les exploiteurs.

Ces couches de travailleurs et d'exploités fournissent des alliés à l'avant-garde du prolétariat, elles lui assurent une majorité stable dans la population ; mais le prolétariat ne peut gagner ces alliés qu'au moyen de l'instrument du pouvoir d'Etat, c'est-à-dire seulement après avoir renversé la bourgeoisie et démoli son appareil d'Etat.

8. Dans n'importe quel pays capitaliste la force du prolétariat est incomparablement supérieure au pourcentage du prolétariat par rapport à l'ensemble de la population. Ceci parce que le prolétariat domine économiquement le centre et le nerf du système économique capitaliste tout entier, et aussi parce que le prolétariat traduit sur le plan économique et politique les véritables intérêts de l'immense majorité des travailleurs en régime capitaliste.

C'est pourquoi le prolétariat, même quand il constitue la minorité de la population (ou lorsque l'avant-garde consciente et véritablement révolutionnaire du prolétariat constitue la minorité de la population), est capable de renverser la bourgeoisie et de gagner ensuite à ses côtés de nombreux alliés dans la masse des semi-prolétaires et des petits-bourgeois, laquelle ne se prononcera jamais d'avance pour la domination du prolétariat, ne comprendra les conditions et les objectifs de cette domination et ne se convaincra qu'ensuite, par sa propre expérience, que la dictature du prolétariat est inévitable, juste et nécessaire.

9. Enfin il existe toujours dans chaque pays capitaliste de très larges couches petites-bourgeoises qui hésitent inévitablement entre le capital et le travail. Pour vaincre, le prolétariat doit, premièrement, bien choisir le moment de l'attaque décisive contre la bourgeoisie, en tenant compte, entre autres, de la désunion de la bourgeoisie d'avec ses alliés petits-bourgeois, ou de la précarité de leur alliance, etc. Deuxièmement, le prolétariat doit, après sa victoire, profiter des hésitations de la petite bourgeoisie pour la neutraliser, l'empêcher de se ranger aux côtés des exploiteurs ; il doit savoir se maintenir pendant un certain temps *en dépit de ses flottements*, etc.

10. Une des conditions indispensables pour préparer la victoire du prolétariat, c'est sa lutte longue, tenace et implacable contre l'opportunisme, le réformisme, le social-chauvinisme et autres influences et courants bourgeois analogues qui sont inévitables puisque le prolétariat combat dans une ambiance capitaliste. Sans cette lutte, sans avoir d'abord remporté une victoire totale sur l'opportunisme dans le mouvement ouvrier, il ne saurait être question de dictature du prolétariat. Le bolchévisme n'aurait pas triomphé de la bourgeoisie en 1917-1919 s'il n'avait pas d'abord appris, de 1903 à 1917, à vaincre et à chasser sans pitié des rangs du parti de l'avant-garde prolétarienne les menchéviks, c'est-à-dire les opportunistes, les réformistes, les social-chauvins.

Et l'illusion la plus dangereuse — qui parfois sert simplement à duper les ouvriers —, c'est qu'aujourd'hui les chefs des « indépendants » allemands ou les longuettistes français, etc., reconnaissent en paroles la dictature du prolétariat, alors qu'*en réalité* ils continuent la vieille politique habituelle de concessions, grandes et petites, à l'opportunisme, de conciliation à son égard, de servilité devant les préjugés de la démocratie bourgeoise (« démocratie conséquente » ou « démocratie pure » selon leur expression), du parlementarisme bourgeois, etc.

16.XII. 1919

Publié en décembre 1919 Conforme au manuscrit

Hier les élections...
Aujourd'hui le mur des Fédérés

NOS RÉVISIONNISTES N'ONT PAS HONTE!

Voici exactement cent trois ans, le prolétariat et le peuple révolutionnaires de Paris donnaient la dernière bataille historique dans les rues du faubourg Belleville de l'héroïque Commune de Paris.

Les Versaillais capitulards ayant pu réarmer leurs troupes avec l'accord de l'envahisseur allemand, sous la conduite de Bismark déferlèrent sur Paris et les quartiers populaires, se livrant au plus ignoble massacre que la capitale ait jamais connu. Ils tentaient, par leurs méfaits, de noyer dans le sang les idées de la Commune de Paris. Ils voulaient que pas un survivant puisse raconter un jour ce que fut la première dictature du prolétariat qui fut au monde.

Nous ne voulons pas ici commémorer cet événement si tragique de l'histoire de notre peuple, de notre classe ouvrière. Nous avons plus l'habitude de fêter des victoires comme celle de la proclamation de la Commune le 18 mars 1871.

Nous regardons l'histoire aujourd'hui parce que nous sommes indignés. Indignés par la présence ce samedi 25 mai 1974 d'une « délégation » *révisionniste* devant le mur des Fédérés, sans doute là pour tenter de mystifier une fois encore le prolétariat de France et le peuple entier en se prétendant ainsi les héritiers légitimes de nos héroïques communards. Et cela, quelques jours après leur honteuse campagne de mystification électoraliste.

Comment peut-on être aussi vil et lâche à la fois ? Comment osent-ils, au côté de la vieille social-démocratie, faire une minute de silence devant le symbole du prolétariat en armes ?

Sans doute les Marchais et consorts n'ont trouvé meilleure solution pour tromper les travailleurs que de « frauder », que d'utiliser l'histoire exemplaire du peuple de notre pays pour mieux la falsifier, la déformer, pour essayer de faire passer leur ligne politique anti-marxiste et anti-léniniste.

Ils ne sont pas les premiers...

D'autres déjà ont essayé ce tour de passe-passe, comme Kautsky, fustigé en son temps par le grand Lénine. Mais si l'histoire se répète justement à propos des tentatives de déformation des enseignements de la Commune de Paris, ce n'est aujourd'hui qu'une mascarade de bien mauvaise qualité. Nombreux ont été depuis un siècle les politiciens bourgeois qui ont essayé vainement d' « interpréter » cet événement historique que fut le premier Etat ouvrier de type nouveau : la dictature du prolétariat, aboutissement d'une lutte de classe armée, acharnée, pour le rendre *acceptable* par la bourgeoisie en le vidant justement de tout ce qui provoque chez elle angoisse et effraie : TOUT LE POUVOIR A LA CLASSE OUVRIERE, ALLIEE A L'ENSEMBLE DU PEUPLE.

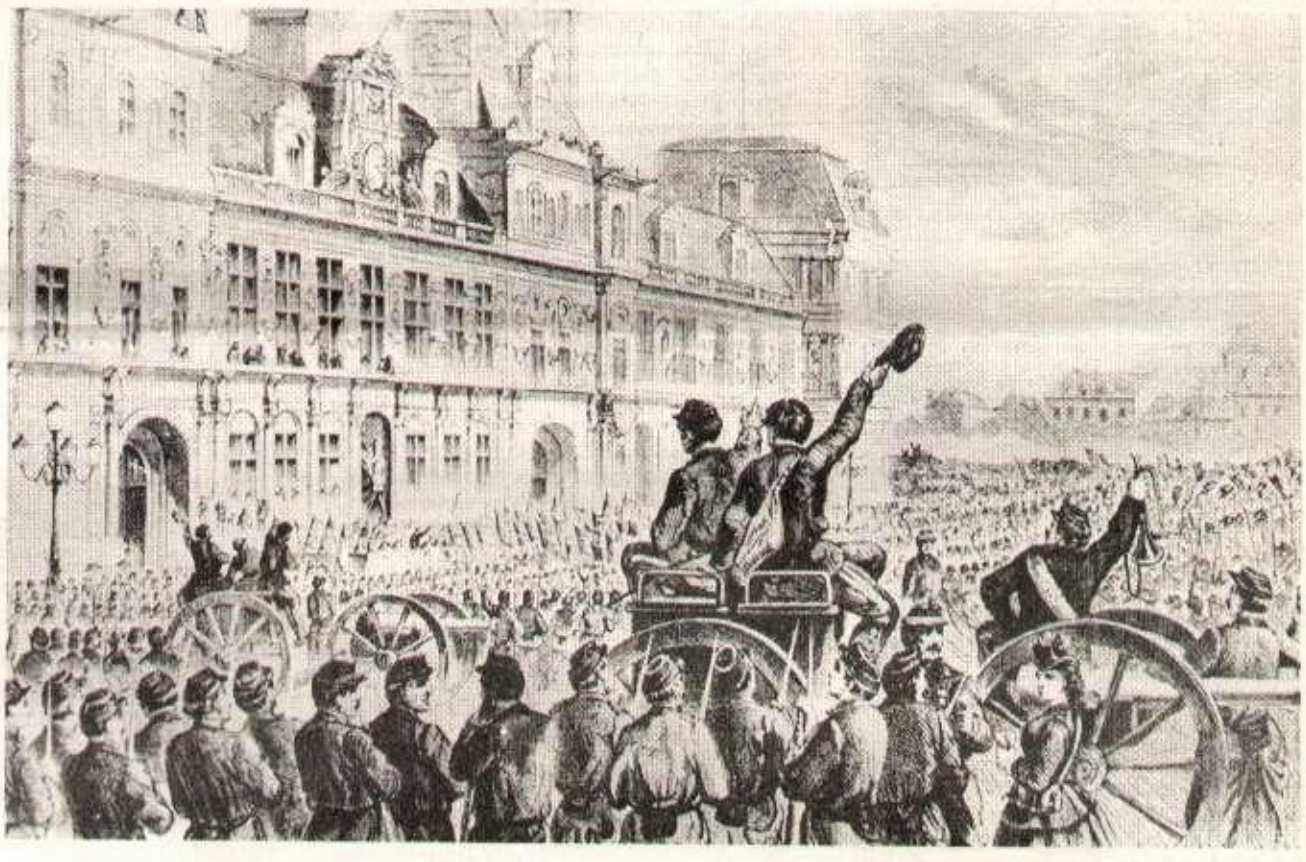
Beaucoup ont essayé et sont passés maîtres dans l'art d' « oublier » les faits et les enseignements de ceux-ci, synthétisés de façon si juste par Marx et Engels qui ont vécu cette période.

Mais les efforts de ces renégats ont toujours été vains. S'ils ont réussi à se faire admettre dans le cadre de la démocratie « bourgeoise » qui s'est fait un plaisir de lui réserver une place dans l'hémicycle, à condition d'en respecter la règle du jeu, jamais ils n'ont réussi à tromper bien longtemps les travailleurs des villes et des campagnes qui aspirent sincèrement à la révolution prolétarienne et socialiste.

Aujourd'hui, nos révisionnistes modernes ont beaucoup d'audace. Mais ils s'appuient sur la dépolitisation d'une masse de travailleurs dont ils portent d'ailleurs l'entière responsabilité. Car en réalité le subterfuge est de bien mauvaise qualité. MM. Marchais et Cie n'ont pas beaucoup d'imagination. Ils reprennent à leur compte les arguments que Kautsky et tous les renégats du marxisme avaient déjà utilisés en leur temps pour justifier leur passage dans les rangs de la bourgeoisie. Ce sont des falsificateurs d'un niveau bien bas.

Mais ne triomphons pas. Si aujourd'hui pour les marxistes-léninistes le « Défi révisionniste » paraît bien clair, la mascarade des 5 et 19 mai nous fait croire que notre travail d'agitation et de propagande anti-révisionniste doit se développer et s'intensifier.

Aujourd'hui, après avoir conduit une partie des travailleurs dans l'impasse électorale, nos révisionnistes multiplient les articles dans leur organe de presse pour justifier la conquête de la « démocratie-



Proclamation de la Commune de Paris.

avancée par la conquête de la majorité » dans le cadre de l'Etat bourgeois. Voilà une faiblesse qu'ils essaient de replâtrer en jouant sur les mots et les citations, en interprétant fallacieusement des enseignements du mouvement communiste international.

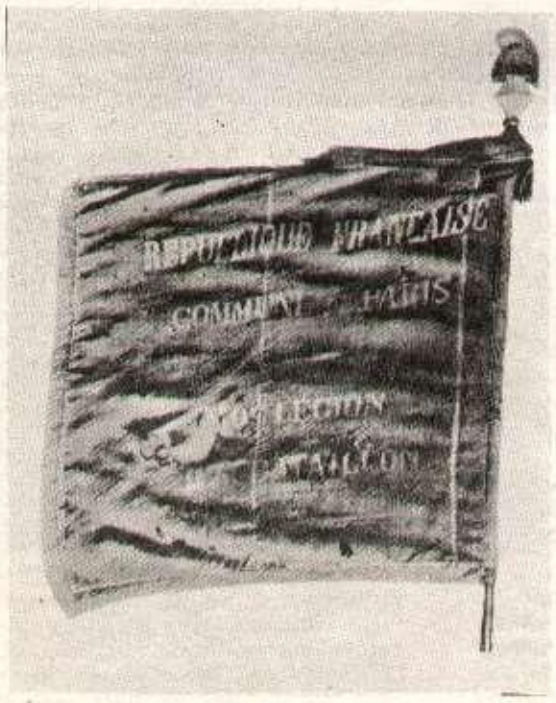
...Hélas les faits sont les faits

Mais les faits sont têtus. Comme le disaient nos camarades chinois à l'occasion du centième anniversaire de la déclaration de la Commune de Paris : *« Depuis près d'un siècle, de nombreux partis communistes ont participé aux élections et siégé au parlement, mais aucun d'eux n'a pu instaurer la dictature du prolétariat par ce moyen. »*

Quand les révisionnistes ont « peur » d'un mot...

En réalité, si les révisionnistes font tant de bruit autour de la « Commune » après les élections présidentielles, c'est pour mieux cacher qu'ils ont une peur effroyable de la dictature du prolétariat. Cela, ils le laissent peu souvent apparaître, du moins dans leur organe « de masse » comme l' « Humanité » blanche. Cependant, lorsqu'à l'occasion on met le nez dans leur presse destinée à l'intelligentsia bourgeoise et révisionniste, nous les voyons bien tremblants. Dans le numéro « spécial présidentiel » de « la Nouvelle Critique », se montrent sous leur vrai visage dans un article sur le « Parti, l'Etat et la transition au socialisme » : *« L'expression* (la dictature du prolétariat) *a fait couler beaucoup d'encre, beaucoup de SANG également »* (souligné par nous). Et ils ajoutent : *« au nom de la dictature du prolétariat, combien de communistes ont été, et sont encore, torturés, assassinés par des Hitler, Franco ou Pinochet... »* Voilà une explication bien simpliste qui ne trompera personne de leur abandon de la dictature du prolétariat dans les faits : c'est un mot qui fait couler le sang. Ils rajoutent d'ailleurs à la suite que Marchais à ce propos avaient « enseigné » que les « communistes » *« n'ont pas le fétichisme des mots »*.

Voilà, le raisonnement est simple : la bourgeoisie combat un mot et noie dans le sang tous ceux qui le défendent. Conclusion : abandonnons le mot dictature du prolétariat ou mettons-le «en veilleuse» et nous éviterons de faire couler le sang. Ils n'ont décidément rien inventé. Les renégats de la II' Internationale, fustigés par Lénine, employaient déjà le même type d'arguments pour renier la dictature du prolétariat et la révolution prolétarienne. A les en croire, la bourgeoisie capitaliste ne défend pas ses intérêts de classe par les armes, mais massacre, tue, pille, viole pour le plaisir de combattre un *mot*... Pinochet au Chili aurait combattu un mot ? Etrange façon d'expliquer les massacres du peuple chilien, et de se déculpabiliser, d'autant qu'un parti communiste au Chili se réclame encore de la dictature du prolétariat, ce n'est pas le P. «C.» chilien, mais bien le Parti communiste révolutionnaire.



Un drapeau de la Commune de Paris.

...Ce n'est pas pure naïveté

Non, messieurs les renégats, pas un instant nous ne croirons que vous racontez tout cela par pure naïveté. Vous connaissez parfaitement le peu de valeur de vos « arguments », mais vous êtes *coincés*, car l'on ne peut, tout en se prétendant encore frauduleusement marxiste-léniniste, passer son temps à dire et agir en sens contraire.

La simple évocation de la dictature du prolétariat provoque chez vous frémissements et vous fait pâlir jusqu'à la moelle.

Voilà des années que vous avez rompu avec les enseignements de la Commune de Paris, justement ceux que la bourgeoisie ne peut accepter : le peuple en armes brisant la vieille machine d'Etat et instaurant sa dictature sur les classes exploiteuses. Ne venez pas profaner le tombeau de notre peuple combatif. Vous nous salissez tous. Ayez l'honnêteté de vos reniements et n'essayez pas de tromper les travailleurs en jouant sur les mots. Vous n'y arriverez pas bien longtemps.

Quant à nous, nous appelons les travailleurs après ces élections bourgeoises à rejoindre les rangs de ceux qui n'ont pas rompu avec la Commune, qui n'ont pas « peur » du prolétariat en armes, et qui s'apprêtent à l'affrontement final.

Non la Commune n'est pas morte, messieurs les révisionnistes !

SOUTIEN AUX LUTTES DU PEUPLE BRESILIEN

SUCCÈS DU MEETING ORGANISÉ PAR LE CILA, L'AGEG ET FRÈRES DU MONDE

Le 24 mai, plusieurs centaines d'anti-impérialistes et antifascistes se rassemblaient, à la Mutualité, pour manifester leur solidarité au peuple brésilien engagé dans une lutte chaque jour plus forte, plus acharnée, contre la dictature militariste fasciste au service de l'impérialisme américain, qui l'opprime depuis dix ans.

Ce meeting, dans sa préparation comme dans son déroulement, a été marqué d'un profond esprit d'unité et de solidarité.

Il a débuté par une minute de silence observée en hommage à tous ceux qui sont tombés pendant ces dix années de luttes, en combattant la dictature militaire fasciste et particulièrement les partisans de l'Araguaia tombés récemment les armes à la main.

Après la lecture de messages du F.R.A.P. et du M.N.S.P.I., des extraits de la sentence du tribunal Russel II sur l'Amérique latine ont été lus, condamnant le régime criminel des généraux fascistes, précédant les interventions des différents orateurs dont nous vous présentons, ci-dessous, quelques extraits.

Essor des luttes populaires

(extraits de l'intervention de Suzanne Marty)

La dictature militaire brésilienne vient de célébrer son dixième anniversaire. A cette occasion, elle s'est évertuée à présenter une image mirobolante du fameux « miracle économique brésilien ». Mais la sombre réalité que vivent les masses populaires brésilienne, quelle est-elle ? Rien d'autre que l'aggravation considérable du sort d'un peuple cruellement opprimé et spolié.

En fait, le « développement » dont les généraux fascistes se réjouissent si vivement déséquilibre encore plus l'économie du pays, accentue la mainmise impérialiste et renforce la domination des latifundistes et des capitalistes monopoleurs brésiliens. Ne profitant qu'à une infime minorité de brésiliens, il est payé par toute la nation au prix fort : appauvrissement de l'immense masse du peuple, liquidation des libertés démocratiques, souveraineté du pays bradée aux intérêts étrangers, essentiellement nord-américains.

La classe ouvrière brésilienne a d'ailleurs été l'une des premières cibles de l'offensive anti-populaire des généraux fascistes. Les droits qu'elle avait arraché par ses luttes antérieures ont été piétinés. Une nouvelle loi est venue interdire la grève, ou plus exactement, donner à l'état le droit de juger si telle grève est licite ou non. Une autre impose la nécessité d'une « attestation idéologique » pour la candidature d'un ouvrier à une organisation syndicale. Les congés ont été réduits de moitié alors que les heures supplémentaires, pratiquement obligatoires, étirent toujours plus la journée de travail. Le chômage progresse, non seulement dans le tristement fameux « polygone de la sécheresse » du Nord-Est, mais aussi dans les grands centres industriels de Sao-Paulo, Rio de Janeiro, Porto Alegre. La viande a presque complètement disparu des tables ouvrières. Enfin la répression est féroce. Les leaders des luttes du prolétariat sont systématiquement pourchassés, jetés en prison, sauvagement torturés ou abattus sommairement par le sinistre « escadron de la mort ».

Le sort des masses paysannes n'est pas meilleur. Leurs conditions de vie ne cessent de se dégrader. A tel point que cette année, la nouvelle vient juste d'être révélée, entre un million et un million et demi de paysans n'ont pas payé l'impôt sur la terre.

Les couches de la moyenne et de la petite bourgeoisie, elles-mêmes sont durement touchées. Leur situation économique se détériore rapidement et elles souffrent de toutes les mesures fascistes supprimant toute liberté démocratique : suppression de l'habeas corpus, rétablissement de la peine de mort, censure rigoureuse sur toute la presse, suppression du droit de réunion pour tous les étudiants, expulsion définitive de l'université de tous ceux ayant une activité politique, etc.

Malgré ces conditions difficiles, la classe ouvrière brésilienne, riche d'expériences et de traditions de lutte n'a pas cessé son combat.

C'est même là que la résistance est la plus développée. Le latifundisme, avec toute sa charge de maux, est cause de la misère et de la répression s'abattant sur les paysans. La vie est dure et difficile, la famine permanente. Le niveau sanitaire et d'éducation, très bas. La production des paysans est vendue à des prix dérisoires ; on cherche toujours à les chasser des terres où ils travaillent. C'est pourquoi, dans les campagnes, se développent depuis des années, les formes les plus diverses de résistance et d'affrontement armés.

Par exemple, en 1971, il y a eu 109 conflits à la campagne concernant environ 150 000 personnes et qui ont fait une dizaine de morts. Donc, non seulement des conflits mais souvent des affrontements armés. Ces luttes ont pris une grande ampleur en 1972 et 1973, dans le Parana, le Mato-Grosso, le Pernambouc, le Maranhoa et le Para.

Les luttes paysannes au Brésil se développent, toujours plus fréquentes et prenant de plus en plus la forme de la Résistance armée, utilisée par la population des campagnes tout au long de l'histoire du pays, atteignant son expression la plus forte dans la guérilla qui se développe sur les bords de l'Araguaia.

Malgré les coups de la dictature qui tente de les désorganiser, les étudiants, sous la direction de l'UNEB qui opère dans la clandestinité, continuent de porter haut le drapeau de la lutte pour les libertés démocratiques au Brésil.

Les luttes s'intensifient aussi chez les intellectuels, artistes, professeurs, qui refusent la loi fasciste.

Cette situation d'ensemble comprend un élément qui représente un saut qualitatif d'une importance considérable : l'apparition et le développement de la lutte armée de l'Araguaia, au nord du Brésil jaillie des conflits concrets, locaux des masses populaires qu'elle entraîne et sur lesquelles elle s'appuie.

Cette guérilla est née le 12 avril 1972 en Amazonie. A cette époque les forces armées attaquèrent d'anciens habitants de Sao Joao de Araguaia, sous prétexte de rechercher des éléments subversifs. Les habitants de la contrée décidèrent de résister énergiquement à l'agression de l'armée. Disposés à affronter le banditisme des soldats de la dictature, ils se retirèrent dans la forêt et se constituèrent en forces partisanes de l'Araguaia. Par la suite, la dictature attaqua d'autres villes de la région, au cours d'une vaste opération de ratissage. De nombreux habitants furent emprisonnés et torturés sauvagement. C'est les armes à la main que le peuple répondit à la répression, augmentant peu à peu le nombre des combattants organisés. En plus des fils de la région, les forces partisanes comptent dans leurs rangs des gens venus des grandes villes, la plupart victimes de la persécution politique : des ouvriers, des étudiants et des membres des professions libérales qui, depuis assez longtemps s'identifiaient au peuple et affrontaient ses problèmes.

La dictature a déjà lancé trois campagnes d'encerclement et d'anéantissement contre la résistance armée de la population au sud du Para, envoyant là-bas des troupes de l'armée, de la marine, des forces aériennes et de la police. La première fois, elle envoya 200 soldats ; la seconde fois 10 000 ; la troisième fois — tout récemment — 20 000. Elle utilisa des tanks, des véhicules amphibies, des hélicoptères, du napalm mais n'arriva pas à vaincre les combattants. Bien au contraire, ces derniers résistent depuis plus de 20 mois et augmentent leurs forces. Certes les forces partisanes ont subi des pertes parmi lesquelles on relève les noms désormais prestigieux de Elenira Machado, Maria Lucia Peti, Bergson, Gurjao, José Carlos, Nunes, Sonia et Ari. Mais ils ont aussi porté des coups sévères à l'ennemi. Selon des informations récentes, au cours de la troisième campagne d'encerclement, plus de 60 soldats de la réaction auraient été tués, des soldats et des officiers faits prisonniers. Ne réussissant pas à pénétrer dans la forêt, l'armée occupa toutes les villes et les routes de la région. En vain car les combattants disposent du large appui de la population locale.

Récemment, dans les villes du Sud du Para et dans plusieurs régions du Mato Grosso, Goias et Maranhao, est né un mouvement de masse paysan appelé « Union pour la Liberté et les Droits du Peuple ». Dans sa première déclaration, ce mouvement expose la dure situation dans laquelle vivent les habitants de cette immense partie du territoire national et présente leurs revendications dans un programme en 27 points. Il apparaît pour unir le peuple pauvre de la région et appuyer la guérilla de l'Araguaia. Fondé sous l'influence de la guérilla, ce mouvement constitue dans les villes un encerclement politique aux troupes de la dictature. Il a le soutien de tous ceux qui veulent en finir avec l'oppression et vivre dans la liberté et le progrès.

Si à Sao Paulo, il n'y a eu aucune grève ouvrière en 1971, il y en a eu 8 en 1972 et 20 en 1973, et cela malgré l'interdiction de toute grève et la sauvagerie de la répression policière.

A la campagne aussi, le peuple ne peut accepter de vivre sans liberté.

L'expansionnisme brésilien

(extraits de l'intervention d'Alain Labrousse)

La dictature brésilienne est aujourd'hui un instrument privilégié au service de la pénétration et de la domination de l'impérialisme nord-américain en Amérique latine. Ce rôle il le joue sur deux plans : d'une part le Brésil sert de tremplin aux investissements nord - américains, d'autre part il est utilisé comme gendarme, gardien de leurs intérêts, sur l'ensemble du continent.

Cette double caractérisation sous-entend la mainmise préalable de l'impérialisme américain sur le Brésil lui-même. Quelques faits suffisent à l'illustrer. Selon la Banque centrale du Brésil la participation des monopoles étrangers représentent 70 % des capitaux dans l'industrie, 60,3 % dans le commerce, 67 % dans les transports, 70 % dans la presse, 90 % dans la publicité. Selon une commission d'enquête de la chambre des députés, vite réduite au silence, les compagnies américaines ont acheté des terres en Amazonie qui couvrent plus de 30 millions d'hectares.

L'originalité et la force de leur politique c'est qu'elles s'allient à des compagnies brésiliennes pour mieux les pénétrer.

Cette politique permet à l'impérialisme d'avoir un contrôle sur l'appareil d'Etat lui-même, et ceci, avec d'autant plus de facilités que de nombreux ministres et chefs de l'armée siègent dans les conseils directeurs des grandes entreprises.

Ceci montre clairement que la pénétration brésilienne en Amérique latine n'est en réalité qu'une pénétration nord-américaine déguisée.

Dans le nord-est de la Bolivie une autre stratégie est employée : la Banque du Brésil accorde des prêts à des agriculteurs boliviens à condition qu'ils hypothèquent leurs terres. Comme la plupart du temps ils ne sont pas capables de rembourser leurs dettes, ces terres passent entre des mains brésiliennes.

Cette avancée-territoriale s'accompagne en particulier dans le cas de la Bolivie et de l'Uruguay de l'installation dans les zones frontalières d'émetteurs de radio dont la puissance excède celle qui est autorisée par les conventions internationales. C'est ainsi qu'en Uruguay leurs emissions couvrent celles qui sont en provenance de Montevideo.

Pour parvenir à ses fins, le Brésil ne renonce évidemment pas à l'usage de la force, en favorisant l'accession au pouvoir de pays voisins de régimes qui lui sont favorables. C'est ainsi qu'il a une large responsabilité dans l'organisation du coup d'état qui a chassé le général Torrès de Bolivie en août 1971, coup d'état parti de la province orientale précisément convoitée par le Brésil. Lors du coup d'état militaire en Uruguay le 27 juin 1973, les brésiliens prêtèrent immédiatement 30 millions de dollars à la junte militaire qui devait faire face à une grève générale et illimitée des travailleurs. Le journal américain « Washington Post » a révélé le 6 janvier 1974 que des firmes brésiliennes avaient participé au financement du coup d'Etat au Chili, et le gouvernement de Brasilia n'a pas tardé à prêter à la junte 50 millions de dollars.

Le Brésil est également le centre continental où officiers et policiers latino-américains sont initiés aux subtilités de la torture et d'où partent les escadrons de la mort qui opèrent maintenant dans tous les pays du cône sud. Les escadrons de la mort brésiliens eux-mêmes opèrent d'ailleurs impunément au Chili, en Argentine, où des exilés brésiliens ont été récemment enlevés et en Uruguay. En ce sens, oui, on peut parler d'un modèle brésilien.

—o—

L'engagement du secteur démocratique de l'Eglise

(extraits de l'intervention de Jean Cardonnel)

... En 1960, beaucoup d'évêques et de prêtres, d'hommes et de femmes rattachés à l'Eglise, ne dépassaient pas, en raison d'une apparence démocratique de l'écrasement du peuple, un très vague humanisme. Nous étions sous le signe, abstrait des conditions de classe, de la personne humaine.

Mais le coup d'Etat de 1964, avec l'institutionnalisation de la torture comme moyen de gouvernement, a eu pour effet de faire passer une poignée d'évêques et bon nombre de militants, d'une démocratie chrétienne d'assainissement et d'inspiration occidentaux, à la nécessité, à l'urgence de foi incarnée dans les masses, de résistance armée aux criminels d'Etat, aux assassins du peuple.

Pourquoi ce changement radical en l'espace de quatorze ans ? Parce que l'exploitation, la violation des droits élémentaires de tout homme, le déchaînement légalisé de la terreur, sont arrivés à un degré tel que tout ce qui prend parti pour le peuple est contraint d'en venir au point extrême de rupture avec la forme inhumaine de société, le marché mondial, donc de combat, de lutte contre lui.

Les forces vives des chrétiens conséquents, en l'espace de quatorze ans, ont basculé du côté de beaucoup plus que la gauche, et plus que le socialisme, et de plus encore qu'une révolution arrêtée à mi-chemin, du côté de la révolution jusqu'au bout...

—o—

Geisel : un continuateur du fascisme

(extraits de l'intervention d'Alain Geismar)

...Depuis quelques mois, on admet dans les officines occidentales que le Brésil était bien sur une atroce dictature fasciste, mais, nous dit-on, avec le nouveau président, le général Geisel, tout cela va changer : Geisel c'est l'homme de l'ouverture, de la libéralisation, de la démocratie. En langage français, cela donnerait à peu près : Geisel, c'est le changement dans la continuité, le changement sans risque. En fait, il semble bien qu'en effet avec Geisel : il n'y a pas de risque, pas de risque que ça change, bien sûr.

...En bref, pour Geisel comme pour tous ses prédécesseurs, tout peut changer, sauf :

— La mainmise U.S. ;

— Le projet du Brésil de mettre sous sa coupe les pays voisins ;

— Le maintien des privilèges de la minuscule couche qui profite seule du fameux miracle économique.

Et bien sûr sauf la répression sur le peuple.

Mais alors pourquoi tous ces bruits et ces rumeurs de libéralisation ?

C'est que le régime est très malade, et qu'à défaut de s'attaquer à la racine, il apparaît à ces messieurs qu'on peut quand même soigner la présentation.

...Il y a surtout cette grande épine dans le pied de la dictature, la guerilla dans le Para en Araguaia qui tient depuis deux ans et qu'il ne peut écraser parce qu'il ne s'agit pas de quelques terroristes, mais d'une lutte profondément enracinée parmi les paysans de Transamazonie, une lutte qui s'abreuve à toutes les sources du mouvement populaire. Avec tout cela, la dictature militaire se sent de plus en plus isolée dans ses garnisons et son palais.

Cet isolement est de plus en plus ressenti en pleine récession économique, que la dictature reconnaît à sa manière pour la première fois il y a quelques semaines en donnant à la censure l'ordre impératif de bloquer toute allusion à la récession et à la situation économique.

Mais, dira-t-on, tout cela est une hypothèse, peut-être Geisel va-t-il la faire cette ouverture. Alors regardons ce qu'il a fait depuis deux mois qu'il est au pouvoir.

Quelques actes suffiront à voir de quoi il retourne :

1er acte. — Lorsque Pinochet, le bourreau du Chili, vient en tournée, Francisco Pinto, député, développe devant le Parlement un discours antifasciste dans lequel il disait quelle honte c'était pour le peuple brésilien de recevoir Pinochet les mains encore rouge de sang, ce sang qu'Allende n'avait jamais versé.

En même temps, Francisco Pinto dénonçait le fascisme brésilien.

Le gouvernement ouvre aussitôt un procès pour lui enlever ses droits politiques pour viol de la loi de sécurité nationale.

2e acte. — En mars, à Sao Paulo et Minas Gerais : arrestations massives d'étudiants et d'intellectuels, comme Francisco Oliveria.

3e acte. — Le Jornal do Brasil de mai rapporte l'assassinat à Goiaua de dix-sept prisonniers politiques qui ont été noyés, quatre rescapés à l'hôpital.

Qu'on ne s'étonne donc pas si le peuple dans son bon sens n'attend pas la liberté de Geisel mais de ses luttes et au premier chef de la lutte armée dans l'Araguaia. A nous de savoir le soutenir, de savoir ici nous battre, comme les héros de la lutte au Brésil nous montrent la voie.

—x—

Le soutien des paysans-travailleurs

Militant du mouvement «Paysans-Travailleurs», Bernard Lambert est venu apporter à ce meeting de solidarité le soutien des paysans français aux luttes du peuple brésilien et tout particulièrement aux luttes paysannes qui se développent toujours plus en Amérique latine comme dans tous les pays dominés par l'impérialisme.

Retraçant l'oppression qui pèse sur les paysans pauvres de notre pays, il a rappellé leurs combats quotidiens qui, comme au Brésil, vont en se radicalisant de plus en plus. Et ces luttes s'épaulent étroitement les unes les autres. Au moment où les masses populaires argentines souffrent du rationnement de la viande, les paysans français voient leur production artificiellement dévaluée par l'importance massive de viande en provenance de ce pays.

ALBANIE

la classe ouvrière au pouvoir : une réalité

A l'occasion de la grande fête de la classe ouvrière qu'est le 1er mai, le Conseil central des unions professionnelles d'Albanie nous a fait un grand honneur en invitant une délégation des ouvriers révolutionnaires de France.

A notre arrivée à l'aéroport, nous avons été reçu par Upa Idriz Dhrami, secrétaire du Conseil central des U.P.A., par Filip Kota, membre du Conseil central des U.P.A. A Tirana, les sept délégations invitées à l'occasion du 1er mai, ont été reçues par le camarade Rita Marko (président du C.C. des U.P.A., membre du Bureau politique du Parti du Travail d'Albanie), par les camarades Sotir Kamberi (secrétaire du C.C. des U.P.A.), Filip Kota...

Le soir du 1er mai, une réception était donnée par le C.C. des U.P.A. : Rita Marko, Tonin Jakova (secrétaire général du C.C. des U.P.A.), Pirro Kondi (membre du Comité central du P.T.A.), Reis Malile (vice-président des affaires étrangères), Agim Popa (directeur de la direction étrangère du Comité central du P.T.A.)...

Lors de nos nombreuses visites, nous avons été accompagné de camarades du C.C. des U.P.A., d'un responsable des Unions professionnelles du district, des ouvriers et ouvrières d'élite, parfois également du secrétaire du Comité du Parti et de la direction du journal « Puna ». Partout où nous sommes allés nous avons reçu un accueil très chaleureux, témoignant des liens étroits qui nous unissent, d'un Internationalisme prolétarien conséquent.

De même, il est de notre devoir internationaliste, de notre devoir de communistes, de faire connaître les grandes réalisations du socialisme, de la dictature du prolétariat.

Dans le monde, alors que les révisionnistes sont de plus en plus divisés, les marxistes-léninistes sont de plus en plus unis, de plus en plus forts. Nous saluons à cette occasion le rôle particulièrement important que joue le P.T.A., avec à sa tête le grand marxiste-léniniste, le camarade Enver Hoxha.

Ainsi dans une série d'articles je vais essayer d'expliquer que le pouvoir de la classe ouvrière *non seulement c'est possible, mais qu'en Albanie (comme en Chine d'ailleurs) c'est une* réalité. *Pour cela les thèmes, les exemples sont très nombreux ; voici quelques points que je compte aborder, mais en fonction de nos suggestions et critiques je peux modifier. A vos plumes !*

1° *Il faut commencer par le commencement, à savoir que si aujourd'hui en Albanie la classe ouvrière dirige, ce n'est pas parce qu'elle a* « bien voté » ! *C'est* les armes à la main, *sous la direction du P.T.A., en détruisant de fond en comble les anciennes structures de l'Etat féodalo-bourgeois, permettant ainsi de construire sur de nouvelles bases, un Etat socialiste s'appuyant sur le peuple et le servant.*

2° *Dans les articles qui suivront j'essaierai d'expliquer comment* « La dictature du prolétariat est un million de fois plus démocratique que n'importe quelle démocratie bourgeoise », *et la nécessité de la renforcer.*

la prise du pouvoir par la révolution

Cette année est pour l'Albanie, une année jubilaire, celle du trentième anniversaire de la Libération du pays et l'instauration du pouvoir populaire.

Quelques rappels historiques sont nécessaires : le peuple albanais bien que cruellement opprimé a toujours combattu l'oppression. Il a un long passé de luttes, et « s'est frayé un chemin dans l'Histoire l'épée à la main ». Pendant près de cinq siècles il lutta contre la domination turque, et l'Albanie acquit son indépendance le 28 novembre 1912. La lutte n'était pas terminée pour autant car les impérialistes voulurent se la partager, le peuple albanais résista héroïquement et en 1920 repoussa les impérialistes.

De 1924 à 1928 ce fut une république, avec Zogu comme chef, qui convertit peu de temps après la République en monarchie et se proclama lui-même roi d'Albanie. Zogu pratique la politique de la « porte ouverte » aux puissances impérialistes. Ainsi il établit des liens étroits, politiques et économiques, avec l'Italie fasciste qui fit tout pour soumettre l'Albanie à son influence absolue. Durant toute la période monarchiste, l'Albanie demeura **le pays agraire le plus arriéré d'Europe.**

Juin 1929 marque le début du mouvement communiste **organisé.** 1939 - Annexion de l'Albanie par l'Italie fasciste qui instaura la dictature fasciste de Mussolini et qui trouva un plein appui chez Zogu et les classes réactionnaires du pays.

8 novembre 1941 - Création du Parti communiste d'Albanie (P.C.A.) qui sera l'organisateur et le guide de la lutte pour la libération du pays, et l'artisan de la victoire dans l'instauration du pouvoir populaire.

1942 - Création du Front de libération nationale et préparation du peuple à l'insurection générale, en premier lieu l'organisation de l'armée de libération nationale.

Le 8 octobre 1943, l'Italie fasciste capitule. L'Allemagne nazie, nouvel agresseur remplace l'Italie. Le peuple albanais ne courbe pas la tête, il se rassemble dans un vaste front uni antinazi sous la direction clairvoyante de son Parti communiste. Les nazis sont chassés, le féodalisme abattu, un pouvoir de démocratie populaire (comme forme de la dictature du prolétariat) est instauré dès octobre 1944, et étendu à tout le pays le 29 novembre 1944. Le peuple albanais tout comme le peuple vietnamien, bien que petit en nombre, a prouvé que **« la guerre du peuple est invincible », que « le pouvoir est au bout du fusil ».**

Un détachement de Partisans.

Une œuvre gigantesque l'attendait, tout était à faire, à construire. Quand on parle de l'Albanie d'aujourd'hui, pour comprendre l'importance de ses réalisations pour comprendre le sens de sa marche en avant inexorable, il est indispensable de comparer la situation catastrophique d'avant la libération.

Aujourd'hui les grandes traditions révolutionnaires sont toujours bien vivantes, grâce à l'éducation marxiste-léniniste du peuple donnée par son parti authentiquement communiste (P.T.A.). C'est en appliquant une ligne politique juste, fondée sur les principes marxistes-léninistes, que le P.T.A. garde et développe l'esprit et les traditions révolutionnaires. Un des exemples les plus frappants c'est la journée des martyrs.

Le 5 mai 1944 est mort héroïquement Kémal Stapha, membre du Bureau politique du P.C.A., afin de lui rendre hommage, ainsi qu'à tous ceux qui sont tombés les armes à la main, le 5 mai est devenu le jour des martyrs, le jour où le peuple albanais tout entier rend hommage à ses héros. Aussi il est coutume de rendre visite à leur famille, ce sont ces visites qui m'ont le plus frappé. Elles sont parfaitement conscientes que c'est grâce à ces martyrs si aujourd'hui ils sont libres, que c'est grâce à eux si l'Albanie a pu se libérer de ses féroces agresseurs et de tous les ennemis intérieurs. Elles en parlent avec respect et admiration, elles racontent leurs exploits, leur dernier combat, comment ils se sont battus jusqu'à leur dernier souffle de vie, comment ils rusaient pour échapper aux recherches de l'ennemi, pour diffuser la propagande dans les plus dures conditions...

Aujourd'hui le peuple albanais tient **d'une main la pioche** (pour construire le socialisme), **de l'autre le fusil** (pour défendre les conquêtes du socialisme, pour être capable de repousser tout agresseur impérialiste ou révisionniste qui voudrait porter atteinte à son indépendance nationale). En somme, un peuple travailleur et soldat qui bâtit un monde nouveau.

Contrairement aux théories révisionnistes et contre-révolutionnaire le pouvoir du prolétariat ne sort des urnes, mais **inévitablement** de la violence révolutionnaire opposée à la violence de la bourgeoisie au pouvoir.

Claude LEBRUN.

Commandez nos brochures

CAMBODGE COMBATTANT

Prix : 4,50 F

"LE DÉFI RÉVISIONNISTE"

Prix : 2 F

(Port en sus 20 %)

Comité Tunisien d'Information et de Défense des victimes de la répression

"VENEZ VOUS FAIRE CUIRE EN TUNISIE"

C'est sur des affiches publicitaires vantant les mérites d'un soleil spécifiquement tunisien que les touristes étrangers peuvent lire ce genre de gag, et apprécier les qualités hautement humoristiques de ces agences touristiques qui constituent (soyons sérieux!) le fer de lance d'une industrie de pointe en Tunisie : le tourisme.

C'est pourquoi (voit-on généralement) les touristes viennent nombreux en Tunisie.

Mais au fait qu'advient-il des propres fils de la Tusinie qui eux aussi cherchent leur place au soleil ?

C'est autre chose ! Remarquez, eux aussi se font cuire. Mais pour de bon !

Car le bourguibisme destourien (puisque c'est de lui qu'il s'agit) comporte depuis toujours une constante : une pratique répressive inhérente à sa nature de classe ! Et il n'est que de prendre le **dernier exemple** en date dans l'histoire, déjà lourdement chargée, de cette pratique pour s'en convaincre. Le fer est encore chaud !

Novembre 1973... janvier 1974 : trois mois glorieux dans l'histoire des masses tunisiennes en lutte contre l'arbitraire et la répression du bourguibisme destourien ! Mais aussi trois mois entier de fascisme démentiel pratiqué à l'encontre de tous les éléments d'avant-garde du mouvement révolutionnaire tunisien !

C'est pourquoi en guise de contribution militante à la dénonciation des atrocités fascistes commises à l'encontre des démocrates et des militants révolutionnaires du G.E.A.S.T., publiant « Le travailleur tunisien » et du C.M.L.T. actuellement détenus, nous proposons de fournir les éléments d'information suivants relatifs à la récente vague répressive (novembre 74 - janvier 74).

Les arrestations

Le processus répressif déclenché dès les premiers jours de novembre 73 s'est poursuivi jusqu'au début de février 74 et s'est concrétisé au départ, par une vague d'arrestations qui a touché plus de 300 militants et militantes, répartis sur Tunis, Sfax, Sousse, Kairouan, Gafsa, Gabes et Kassérine.

La composition sociale des victimes de cette répression présente par rapport à 1968 et 1972 (et de l'aveu même en public de Bourguiba et de son Ministre de l'Intérieur) un aspect nouveau et important, en l'occurence son extension a des classes et fractions de classe n'ayant milité jusque-là que dans une perspective restée en deça d'une vision politique révolutionnaire. C'est ainsi que, outre les élèves et les étudiants ayant été ultérieurement l'objet de tracasseries policières diverses, ont été arrêtés un bon nombre de professeurs, d'ouvriers et de paysans pauvres. Mais « arrêtés » en fait n'est pas le terme à utiliser ici, car pour la quasi totalité des militants cela s'est passé de la manière suivante : entre minuit et six heures du matin des agents de la D.S.E. (Politique Politique), armés, investissent la maison en groupe nombreux, appréhendent sans mandat d'arrêt le militant, perquisitionnent chez lui et l'emmènent, une cagoule noire sur son visage, à l'un des locaux clandestins que leur a légué l'ancien régime beylicalo-colonial. Là et d'emblée avant même de lui poser la moindre question on le soumet à une première séance de torture, en avant-goût aux méthodes de tortures érigées en règle de conduite à la D.S.E.

La torture

Systématisée à tous les niveaux de l'enquête et pour tous les militants et militantes sans exception aucune, la torture est devenue pour la police politique du pays, l'unique moyen d'investigation, la seule technique possible de l'interrogatoire associant aux différentes formes d'humiliation morale une large panoplie de pratiques de tortures physiques, les tortionnaires du bourguibisme destourien se sont livrés en toute quiétude aux méthodes les plus barbares qu'ait connues la Tunisie jusqu'à ce jour. Nous ne citerons pour illustrer ce triste tableau que les quelques exemples suivants :

La balançoire (ou hélicoptère) : c'est la méthode de torture la plus élémentaire : le militant, nu, est suspendu par les mains, attachées à une barre de fer posée entre deux tables ; ses jambes placées sur la barre au niveau des articulations, il a ainsi tout le corps renversé en arrière. Un tortionnaire le fait balancer, deux autres le tabassent à l'aide de cravaches, tandis qu'un quatrième lui verse de l'eau dans la bouche pour l'empêcher de crier. Utilisée avec tous les arrêtés de novembre 73, cette méthode a été subie particulièrement par Ammar Zemzmi, étudiant, Mongi Ellouze, chômeur, Mme Amel Chabouni, professeur, Nouri Abid, professeur, transféré deux fois à l'hôpital militaire pour transfusion sanguine Hachmi Troudi, étudiant, Ridha Guellouz, étudiant, Abdallah Rouissi professeur adjoint en chômage, Hédi Ayadi, étudiant, Mlle Saloua Ayachi professeur, transférée deux fois à l'hôpital militaire.

Privation de sommeil, d'eau, de nourriture : cette méthode est pratiquée en vue d'affaiblir la résistance physique et morale de la victime afin de pouvoir exercer sur elle toute sorte de pression et de chantage.

La bouteille : les agents de la D.S.E. font asseoir leur victime, nue, sur une bouteille de manière à lui faire pénétrer de force le goulot de cette dernière dans l'anus. C'est là un moyen de torture traditionnellement pratiquée par les bourreaux du régime colonial à l'encontre des résistants et nationalistes tunisiens. Ce sont Noureddine Jerbi et Mme Amel Chaabouni qui ont eu à le subir le plus.

Injection d'alcool iodé dans les testicules : c'est Ahmed Ben Othman Raddaoui qui a eu à en subir le plus. L'action provoquée par une telle injection entraine une inflammation interne et une douleur telle qu'il devient pratiquement impossible à la victime de rester en place.

Arracher les ongles et les cheveux : là encore c'est Ahmed ben Othman qui en a fait les frais.

Torture des femmes enceintes : le comble de la fascisation rétrograde a été atteint par le régime profondément répressif de Bourguiba avec la torture des femmes enceintes. Les lois internationales en vigueur ratifiées et formellement reconnues par le régime interdisent même l'arrestation des femmes enceintes ; or, la D.S.E., bafoue avec zèle les principes élémentaires des lois internationales, et ce en arrêtant les femmes enceintes, mais va jusqu'à les torturer lâchement. Mme Aziza Rekik née Amamou a été principalement victime de ces atrocités fascistes et barbares.

Pour clore le sinistre tableau qui vient d'être esquissé nous citerons parmi les exemples nombreux d'intimidation morale et d'humiliation, les deux moyens suivants : prendre plaisir à uriner dans la bouche de la victime, et ce d'ailleurs dans le fallacieux espoir de les voir se plier aux mesquines exigences du chantage. Ce sont principalement : Ahmed Keraoud et Ahmed Ben Othman qui ont subi — sans broncher — ce lâche caprice. La mise à nu des militants durant toute la durée de l'interrogatoire en les menaçant très explicitement et avec insistance de les violer pour les obliger à parler. Non contents de cela les sbires de la D.S.E. usent avec aisance du droit de s'immiscer dans la vie de leur victime et ce en les bombardant de questions provicatrices du genre : « Par qui te fais-tu baiser ? » !

Le complot du silence

Alors que plus de trois cents personnes étaient soumises à l'arbitraire destourien le plus rétrograde, le régime a littéralement bloqué toute l'information si minime soit-elle, se rapportant à leur sort. Les masses populaires tunisiennes quant à elle, n'ont eu droit qu'à de vagues allusions par Tahar Belkhodja, Ministre de l'Intérieur devant l'assemblée nationale (décembre 73) et par Bourguiba dans son discours du 4 janvier 1974 à Sousse. Les moyens d'information officiels en ce qui les concernent ont pleinement joué leur rôle dans le cadre du complot du silence : aucune information d'aucune sorte n'a été publiée sur la crise. Et ce n'est que plus de trois mois après le début des arrestations que le Ministre de l'Intérieur a jugé bon devant la publication de la presse étrangère d'information relatives à la répression de novembre 73, et surtout devant la mobilisation du mouvement démocratique étudiant et lycéen contre la détérioration des conditions de détentions et la torture des militants arrêtés de publier un mince communiqué « le 8 février 1974 ». Ce communiqué de quelques lignes ne dit absolument rien sur l'affaire, et le peu de choses qu'il dit procède d'une falsification évidente des faits et d'une mauvaise caractéristique de tous les réactionnaires spécialistes de la duperie et de la mystification des masses.

Tunis, mars 1974.

en bref... en bref... en bref...

Hanoï : célébration de la victoire de Dien Bien Phu

Un meeting célébrant le vingtième anniversaire de Dien Bien Phu (le 7 mai) a été organisé hier soir à Hanoi par le Front de la patrie du Vietnam et le ministère de la Défense nationale.

Truong Chin, Vo Nguyen Giap, Nguyen Duy Trinh, Van Tien Dung et d'autres dirigeants du parti, du gouvernement de l'armée ainsi que les représentants du peuple de divers milieux de Hanoi ont participé au meeting.

Nguyen Van Tien, chef de la représentation spéciale de la R.S.V.N. en R.D.V.N., y était aussi présent.

Après l'allocution d'ouverture de Nguyen Duy Trinh, membre du Bureau politique du Comité centural du Parti des travailleurs du Vietnam, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Vo Nguyen Giap, membre du Bureau politique du Comité central du Parti, vice-Premier ministre et ministre de la Défense, a pris la parole. Il a rappelé la victoire historique de Dien Bien Phu remportée il y a vingt ans par le peuple vietnamien au cours de la guerre de résistance contre la France. Il a également évoqué la grande victoire que le peuple vietnamien a obtenue en persistant pendant huit ans dans la lutte contre l'agression américaine et pour le salut national, grâce à la tradition de Dien Bien Phu faite de détermination à lutter et à vaincre.

Evoquant la situation actuelle au Vietnam, Vo Nguyen Giap a condamné l'impérialisme américain et ses laquais pour avoir violé sans cesse les accords de Paris sur le Vietnam. Il a dit : « En commémorant pour la vingtième année la victoire de Dien Bien Phu, nous devons aussi redoubler de vigilance révolutionnaire, prévenir toutes les visées sournoises de l'ennemi et nous tenir toujours prêts à les déjouer ».

Il a appelé l'armée et la population du Nord-Vietnam à faire rayonner un esprit de lutte indomptable dans la guerre contre l'agression américaine et pour le salut national, à s'unir comme un seul homme, à construire vigoureusement le Nord socialiste et à mener jusqu'à son terme la révolution nationale et démocratique au Sud et à s'acheminer vers la réunification pacifique de la patrie.

Le meeting s'est terminé aux accents de l'hymne « Libérons le Sud ».

(Agence Chine nouvelle.)

Aragon, toujours plus bas...

Il y a près de deux ans, Aragon avait publiquement annoncé que sa vie était une série d'erreurs, qu'elle n'avait en définitive aucun sens et qu'il se sentait plein d'amertume, proche du désespoir... Curieuse proclamation, pour quelqu'un qui se dit militant « communiste » et nous est présenté par M. Marchais comme le modèle de l'intellectuel progressiste de l'avenir !

Aujourd'hui Aragon, toujours membre du Comité central du P. « C. » F. et démarcheur littéraire du « Programme commun » va beaucoup plus loin dans la « démocratie avancée » : il vient en effet d'accorder une longue interview exclusive à la revue pornographique de luxe : « Lui », éditée par le trust de l'édition Filipacchi. En application, sans doute, du fameux manifeste de Champigny de son parti décadent !

Mais les militants de base trouveront peut-être cette fois-ci que la mesure est comble : « Lui » a en effet été condamné par la 17e chambre correctionnelle de Paris, le 27 février dernier, **pour apologie des crimes nazis** : un des numéros de cette publication nauséabonde contenait en effet un texte vantant les mérites des camps hitlériens...

Le peuple australien manifeste contre les bases étrangères

Des centaines de manifestants ont terminé hier leur longue marche de protestation contre les bases militaires étrangères. Venus des Etats de l'Est du pays, les manifestants, rejoints par des groupes de Melbourne, de Sydney et d'autres parties du pays qui avaient entamé leur marche le 4 mai, convergèrent sur la base U.S. située au cap Nord-Ouest.

Portant des banderoles et des pancartes, les manifestants ont fait de nombreux arrêts en chemin pour expliquer le sens de leur protestations et rallier des sympathisants. Ils exigent le démantèlement de toutes les bases militaires américaines en Australie et déclarent que le peuple australien s'oppose à ce qu'on autorise une superpuissance quelle qu'elle soit, impérialisme U.S. ou tout autre impérialisme, à établir un quelconque point d'appui en Australie.

(Agence Chine nouvelle.)

Allocution du premier ministre Chou-En-laï à l'occasion de la visite du président Senghor

Amis et Camarades,

Sur l'invitation du Gouvernement chinois, son Excellence le Président de la République du Sénégal et Mme Léopold Sedar Senghor, après avoir fait un long voyage, sont arrivés en Chine pour une visite officielle, et ils nous ont apporté les sentiments d'amitié qu'éprouve le Peuple sénégalais envers le Peuple chinois. Nous en sommes très heureux. Au nom du président Mao Tsé-toung, du président par intérim Tong Pi-Wou, du Gouvernement et du Peuple chinois, je tiens à exprimer mes chaleureux souhaits de bienvenue à son Excellence le Président et à Madame Senghor ainsi qu'aux autres hôtes distingués du Sénégal.

Le Peuple sénégalais possède une glorieuse tradition de lutte anti-impérialiste et anti-colonialiste. Laborieux et courageux qu'il est, il a livré avec héroïsme une longue lutte contre l'agression étrangère, pour s'affranchir de la domination coloniale. Et il a fini par conquérir l'indépendance du pays. Depuis lors, il a poursuivi sa marche en avant sur la voie de l'indépendance nationale. Au cours des dernières années, le Gouvernement et le Peuple sénégalais, sous la direction de son Excellence le président Senghor, ont obtenu sans cesse des succès dans leur juste lutte pour sauvegarder l'indépendance nationale et la souveraineté d'Etat, développer l'économie nationale, réaliser la « sénégalisation » des entreprises étrangères et du personnel gestionnaire et édifier le pays. Dans les affaires internationales, le Gouvernement sénégalais a appliqué une politique de non-alignement, combattu l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme, condamne le pillage et l'exploitation économique perpétrés par les superpuissances, et défendu ses ressources naturelles ainsi que son droit sur la mer. Il a soutenu les luttes de libération nationale des pays et territoires non indépendants en Afrique, et appuyé les justes luttes menées par les Peuples arabes, les Peuples indochinois et le Peuple coréen, apportant ainsi une contribution utile au combat solidaire des pays et peuples du Tiers Monde contre l'impérialisme et l'hégémonisme. Nous nous réjouissons de tout cœur des succès enregistrés par le Peuple sénégalais, et lui souhaitons de remporter sans discontinuer de nouvelles victoires dans sa marche en avant.

Amis et Camarades,

A l'heure actuelle, la situation internationale s'avère excellente. Elle évolue dans un sens toujours plus favorable aux peuples des différents pays et défavorable à l'impérialisme, à l'hégémonisme et à la réaction. Aguerris au milieu de grands bouleversements, les peuples du monde gagnent en conscience, s'unissent de plus en plus étroitement et avancent à pas de géant. La vague de la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonisme déferle impétueusement sur notre globe.

L'éveil continu du Tiers Monde et la croissance de sa puissance constituent un trait évident qui caractérise aujourd'hui l'excellente situation internationale. Le Tiers Monde est d'ores et déjà devenu la force principale dans la lutte solidaire des peuples de partout contre l'hégémonisme, de même que la grande force motrice révolutionnaire qui fait avancer la roue de l'histoire. Les nombreux pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, qui resserrent sans relâche leurs rangs et se battent côte à côte, ont remporté victoire sur victoire. Ils vont de l'avant sur leur lancée triomphale.

Tout en œuvrant pour consolider davantage l'indépendance politique, ils mènent sur cette base une lutte résolue contre l'impérialisme, le colonialisme, l'hégémonisme et, en particulier, contre l'exploitation et le pillage économiques auxquels se livre le premier monde en vue de ramasser des surprofits. Ainsi, ils ont porté la lutte anti-impérialiste, anti-colonialiste et anti-hégémoniste à une étape nouvelle, marquée par son développement en profondeur. La session extraordinaire de l'assemblée générale des nations unies sur l'étude des problèmes des matières premières et du développement, qui vient de terminer ses travaux, est justement un signe important de cette nouvelle étape.

Lors de cette session, l'impérialisme et surtout les superpuissances, mis au banc des accusés, se trouvaient dans une situation très manigancées avec le sinistre dessein d'entraver et de saboter les travaux de la réunion se sont soldées toutes par un échec honteux.

La superpuissance qui affirme être une « amie sûre » des pays en voie de développement s'y est montrée particulièrement perfide en agissant avec insolence et en recourant simultanément à la duperie et à la pression. Les représentants des pays du Tiers Monde, refusant de céder à la force, ont stigmatisé avec véhémence les deux superpuissances : ce qui a considérablement élevé le moral des peuples du Tiers Monde et rabattu l'arrogance de l'impérialisme et de l'hégémonisme.

Le Gouvernement et le Peuple chinois soutiennent fermement la juste position des pays du Tiers Monde qui exigent qu'un changement radical soit introduit dans les rapports économiques extrêmement iniques, tels qu'ils existent aujourd'hui entre nations, et qu'un nouvel ordre soit instauré dans ce domaine. Ils soutiennent fermement l'exercice d'une souveraineté permanente, par les pays en voie de développement, sur leurs ressources naturelles. Ils soutiennent fermement la position légitime des pays en voie de développement consistant à faire s'épanouir l'économie nationale « en comptant sur eux-même, individuellement ou collectivement ». Ils soutiennent fermement ces états qui travaillent à mettre sur pied des organisations des pays exportateurs de diverses matières premières dans le but de lutter en commun contre le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonisme.

Le Peuple chinois se tiendra à jamais aux côtés des autres peuples du Tiers Monde, pour se prêter mutuellement aide et soutien, et redoublera d'efforts pour mener, de concert avec eux, la lutte anti-impérialiste et anti-hégémoniste jusqu'au bout !

Amis et Camarades,

Actuellement, la situation qui prévaut sur le continent africain est fort encourageante. L'Afrique représente une force importante du Tiers Monde. Les grands peuples africains, qui deviennent de plus en plus conscients, se témoignent mutuellement soutien et solidarité, agissent ensemble et montrent ainsi la force prodigieuse engendrée par le combat solidaire. Ils n'ont cessé d'arracher de nouvelles victoires dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le racisme, le sionisme et l'hégémonisme.

Le vaillant peuple de Guinée-Bissau persévère dans une lutte armée de longue haleine, grâce à laquelle la République de Guinée-Bissau a été glorieusement proclamée. Les peuples du Mozambique, de l'Angola, du Zimbabwe, de Namibie, d'Azanie et d'autres territoires développent en profondeur la lutte armée et le mouvement de masse pour la libération nationale, ils gagnent en force au fil des combats. Le régime réactionnaire de Caetano au Portugal vient de s'écrouler. C'est une défaite honteuse de la politique colonialiste portugaise de triste renom, en même temps qu'une grande victoire obtenue par les peuples africains en persistant dans une lutte armée prolongée.

Nous sommes convaincus que les grands peuples africains, en s'unissant étroitement et en poursuivant avec persévérance leur lutte, pourront à coup sûr acquérir la libération totale de l'ensemble du continent africain.

Amis et Camarades,

La Chine et le Sénégal sont des pays en voie de développement, ils appartiennent tous deux au Tiers Monde. Nos deux peuples ont connu le même sort dans le passé : ils ont longuement souffert, l'un comme l'autre, de l'agression, de l'asservissement, de l'oppression et de l'exploitation du colonialisme et de l'impérialisme. Et aujourd'hui, ils se trouvent confrontés à la même tâche, celle de combattre l'impérialisme ,le colonialisme et l'hégémonisme et d'édifier leurs pays respectifs.

Dans l'accomplissement de cette cause commune, nos deux peuples ont besoin d'apprendre l'un auprès de l'autre, de s'entraider et de se soutenir réciproquement.

Nous avons la joie de constater que depuis l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et le Sénégal, les rapports de coopération amicale entre nos deux pays ont connu des développements satisfaisants, et les liens d'amitié entre nos deux peuples se sont resserrés chaque jour davantage. Nous sommes sûrs que par leur présente visite en Chine, son Excellence le Président et Mme Senghor contribueront à inscrire un nouveau chapitre dans les annales de l'extension des relations sino-sénégalaises. Je leur souhaite, ainsi qu'aux autres hôtes distingués sénégalais, un plein succès dans leur voyage.

Radio-Tirana émet maintenant de 23 h 30 à 24 h (heure de Paris) non seulement sur 31 et 41 m mais aussi sur 206 m (P.O.)

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution : N.M.P.P. — Imp. S.I.M., 20 rue Sambre-et-Meuse, 75010 PARIS — Dépôt légal : 2e trimestre 1974.